



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file / Votre référence

Our file / Notre référence

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

LE SECTEUR TRADITIONNEL
ET
LE TRAVAIL DES FEMMES DANS LES MARCHÉS AFRICAINS:
REPRODUCTION DU SYSTEME CAPITALISTE OU SOCIÉTÉ CONVIVIALE?

par

Valérie MAILLOT

Sous la direction du Professeur Victor DA ROSA.

**Thèse de maîtrise proposée à l'École des Études Supérieures et de la Recherche,
en vue de l'obtention du grade de Maître en Sociologie.**

Université d'Ottawa

Ottawa, Ontario

Août 1993



Valérie Maillot, Ottawa, Canada, 1993



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file *Votre référence*

Our file *Notre référence*

THE AUTHOR HAS GRANTED AN IRREVOCABLE NON-EXCLUSIVE LICENCE ALLOWING THE NATIONAL LIBRARY OF CANADA TO REPRODUCE, LOAN, DISTRIBUTE OR SELL COPIES OF HIS/HER THESIS BY ANY MEANS AND IN ANY FORM OR FORMAT, MAKING THIS THESIS AVAILABLE TO INTERESTED PERSONS.

L'AUTEUR A ACCORDE UNE LICENCE IRREVOCABLE ET NON EXCLUSIVE PERMETTANT A LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU CANADA DE REPRODUIRE, PRETER, DISTRIBUER OU VENDRE DES COPIES DE SA THESE DE QUELQUE MANIERE ET SOUS QUELQUE FORME QUE CE SOIT POUR METTRE DES EXEMPLAIRES DE CETTE THESE A LA DISPOSITION DES PERSONNE INTERESSEES.

THE AUTHOR RETAINS OWNERSHIP OF THE COPYRIGHT IN HIS/HER THESIS. NEITHER THE THESIS NOR SUBSTANTIAL EXTRACTS FROM IT MAY BE PRINTED OR OTHERWISE REPRODUCED WITHOUT HIS/HER PERMISSION.

L'AUTEUR CONSERVE LA PROPRIETE DU DROIT D'AUTEUR QUI PROTEGE SA THESE. NI LA THESE NI DES EXTRAITS SUBSTANTIELS DE CELLE-CI NE DOIVENT ETRE IMPRIMES OU AUTREMENT REPRODUITS SANS SON AUTORISATION.

ISBN 0-315-96008-6

Canada



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

A Laurent et notre famille à venir ...

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier particulièrement mon directeur de thèse, le professeur Victor Da Rosa pour m'avoir fait confiance dès le début, et soutenue tout au long de ma recherche.

Ma reconnaissance va également aux professeurs Raymondo DeAndrade et Yvon Thériault, pour leurs enseignements et leurs précieux conseils.

Je remercie mes collègues étudiants, qui grâce à leurs suggestions ont su m'aiguiller dans ce travail.

Un grand merci à tous ceux que j'aime et qui savent me le rendre.

Merci à mes parents pour leur soutien.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
Question sociologique et hypothèse	
CHAPITRE I	8
Encadrement théorique et conceptuel	
A. Cadres théorique et méthodologique	8
1. <i>La perception du secteur traditionnel au travers des théories de développement de la seconde guerre à nos jours</i>	9
2. <i>Notre position ainsi que l'utilisation de cette dernière au cours de la recherche</i>	19
B. Définitions des termes clefs utilisés au cours de l'étude	24
1. <i>Tradition versus modernité</i>	25
2. <i>Secteur informel et secteur moderne</i>	31
3. <i>La convivialité</i>	33
CHAPITRE II	38
Les économies souterraines d'Afrique et d'Europe: histoire, état des lieux et signification	
A. Historique	39
1. <i>Le cas de l'Afrique</i>	39
2. <i>Le cas de l'Europe</i>	42
B. Les économies souterraines d'Afrique et d'Europe	44
1. <i>L'économie souterraine en Afrique</i>	44
2. <i>L'économie souterraine en Europe</i>	47
C. La signification de ces économies	49
1. <i>L'économie souterraine en Afrique: un retour à la conformité ou une ébauche de convivialité?</i>	49
2. <i>L'économie souterraine en Europe: un retour à la liberté? Une ébauche de convivialité?</i>	53

CHAPITRE III	59
Le travail des femmes ouest africaines urbaines	
A. Leur statut à l'aube de l'an 2000	62
B. Leur mode de vie	67
C. Les femmes ouest africaines dans le cadre de leur société	69
CHAPITRE IV	75
Le travail des femmes dans l'économie traditionnelle: Le cas des marchés ouest africains	
A. Synthèse des chapitres antérieurs	76
B. La situation des femmes dans les politiques de développement	80
C. La convivialité au travers des emplois marchands et traditionnels	85
1. <i>Les indices</i>	85
2. <i>Des voies de développement pour la convivialité?</i>	87
CONCLUSION	91
BIBLIOGRAPHIE	95

INTRODUCTION

QUESTION SOCIOLOGIQUE ET HYPOTHÈSE

La littérature traitant du secteur informel abonde depuis les années soixante-dix où les chercheurs, tant économistes, sociologues, qu'anthropologues.... n'avaient plus que ce "phénomène" en tête. Phénomène que nous traiterons plutôt comme "secteur traditionnel", terme que nous avons choisi d'employer dans cette étude. Plusieurs facteurs expliquent ce choix. Et notamment parmi ceux-ci, le fait que le terme "informel" implique une absence de structure, a été décisif. Cependant, nous acceptons également le titre d'informel dans la mesure où nous verrons qu'il existe bien un système économique qui peut être qualifié de non formel car il échappe au contrôle légal étatique. Ceci sera élaboré davantage dans le premier chapitre, où nous définirons les mots clefs de l'étude.

Mis sur la sellette, ce secteur traditionnel a plutôt été comparé et jugé par rapport au système capitaliste occidental. Système qui lui attribua d'ailleurs, le nom de "Secteur informel" car on avait alors réellement l'impression de faire face à quelque chose de complètement à part et de tout à fait déstructuré. Ce constat a conduit à la quête de toutes les similitudes possibles, souvent dans l'espoir de faire entrer cette économie "cachée" dans le domaine du visible: l'économie capitaliste.

Dans cette recherche effrénée de ressemblances, les femmes -entre autres- ont été au début oubliées. En effet, n'étant déjà pas perçues comme des "moteurs" de l'économie capitaliste en Occident, il n'y avait à première vue aucune raison pour qu'elles le deviennent en Afrique et dans les pays dits du "Tiers Monde". De ce fait, il nous a semblé qu'une étude portant sur le secteur traditionnel et mettant l'accent sur les femmes, était pertinente. Pour ce faire, nous nous sommes concentrés sur les marchés puisque ce sont les lieux où se concentrent les femmes africaines entrepreneurs et que par ailleurs, elles y sont majoritaires. Cette dernière constatation est toutefois particulièrement applicable à l'Afrique de l'Ouest, région géographique privilégiée pour notre étude.

La question sociologique posée s'énonce comme suit: L'organisation telle que la vivent les femmes marchandes ouest africaines est-elle fondée sur la convivialité? Notre hypothèse de départ est qu'un système de société conviviale a lieu dans les marchés ouest africains dans la mesure où l'on peut considérer que les marchandes ont adopté des "techniques" modernes ou apporté des éléments nouveaux à leur manière "traditionnelle" d'exercer le commerce. Par exemple, bien que les échanges se fassent par le biais de l'argent, la monnaie n'a de valeur que celle que les femmes veulent bien lui donner. Le marchandage en est un exemple patent. En effet, la vente est plus qu'une simple transaction car tous les acteurs s'y impliquent. On y retrouve ainsi *"une autre relation que la simple équivalence signes monétaires/signes marchands"* (Latouche, 1984: 894). Dans le marchandage, chacun essaie de voir à son avantage avec une marge de manoeuvre directement dépendante de sa situation financière. Comme elle n'est pas la même pour tous, différents

prix sont alors possibles pour une même marchandise.

Il s'agissait alors de voir si ce système était viable face aux activités modernes qui l'englobaient ou alors, s'il tendait peu à peu à disparaître à son profit, jusqu'à ce que les femmes soient totalement dépossédées de leurs activités traditionnelles. Cependant, on a souvent dit depuis, que c'était par les femmes que se ferait désormais le développement car ce sont elles qui subviennent aux besoins des ménages. Ne sont-elles donc pas en train de le prouver en instaurant un système de société conviviale dans les marchés?

Pour tenter d'y répondre, le cadre théorique de notre étude s'oriente, d'une manière globale, autour de la contradiction voire de l'opposition entre le système capitaliste où profit et rationalité priment et celui, plus traditionnel, où perdure le sens des relations, du contact humain. En fait, notre raisonnement se scinde en deux parties. La première où l'on met l'accent sur une approche structurelle, et la seconde où une vision tirée du behaviorisme prime.

Par approche structurelle, nous entendons l'étude de la fibre de la société. il s'agit ainsi de percer les fondements de la société étudiée afin de mieux comprendre comment elle a bâti son "quotidien" de telle ou telle manière.

Quant à la seconde approche, celle-ci se place plutôt du point de vue de l'individu et de la manière dont il réagit face à son environnement.

Par ailleurs, l'approche structurelle permet de montrer que c'est le cadre même de la société qui oblige les acteurs sociaux à évoluer dans un système capitaliste rationnel. A cette fin, le phénomène de "rejet" en opposition avec celui d'"association" ou de "complémentarité"

sera étudié. En effet, le premier démontrera que les entrepreneurs du secteur moderne, rejettent les petites entreprises traditionnelles qui, prétendent-ils, leurs créent des préjudices. Ils cristallisent ainsi le marché, ne laissant pas de chance à l'épanouissement d'autres types entreprises elles aussi porteuses pour le développement. Par contre, le phénomène que nous avons qualifié d'associatif, ou de complémentaire, va montrer qu'une économie traditionnelle, voire ici informelle, est acceptable pour un système économique dit "moderne". En effet, celle-ci va pouvoir lui servir de réservoir de main-d'oeuvre et éventuellement de marché puisqu'il peut y écouler ses produits et ses appareillages désuets. De plus, il s'y procure parfois des matériaux et des services à des prix plus que compétitifs.

Sous un autre angle, la seconde approche permet de voir que la réalité économique dans laquelle se trouvent les femmes africaines -les acteurs sociaux qui nous préoccupent- ne leur donne pas accès aux facteurs de production du système capitaliste, d'où leur recours à l'économie traditionnelle. Ainsi, les femmes sont désavantagées par leur manque d'instruction, le fait qu'elles soient souvent soutien de famille nombreuse, où encore parce qu'elles sont rejetées de certains domaines d'activités et corps de métiers. En revanche, il faut voir que les marchés leur sont presque totalement réservés (**Granada production, 1982**). Elles ont donc la possibilité de les gérer comme elles l'entendent.

Nous tenons cependant à préciser que l'approche traitant des comportements se fera par le biais de sources secondaires d'information. En effet, une étude sur le terrain n'étant pas prévue dans l'immédiat, ceci semble être l'unique solution. Ainsi, nous sommes conscients que l'approche est quelque peu biaisée au départ.

Afin de nous éclairer dans cette démarche, les travaux de Florence Piron et de Félicité

Ringtounda (**Piron et Ringtounda, 1991**), ont été utilisés. Plus en rapport avec la réalité économique des femmes africaines, les travaux des deux chercheuses citées précédemment en collaboration avec Lalla Maïga (**Ringtounda, Piron et Maïga, 1990**), de même que ceux de Bernadette Ndong et Lucie Ouedraogo (**Ndong et Ouedraogo, 1991**), ont été d'une grande pertinence. Ester Boserup (1983) et Rita Cordonnier (1982) ont également été de bonnes sources de références.

Ainsi, partant de cette confrontation entre une économie capitaliste et une autre plus traditionnelle, nous avons voulu démontrer qu'il existe actuellement en fait, une coexistence des deux systèmes due à leur complémentarité. Plus encore, nous voulions présenter le système d'organisation des marchandes d'Afrique de l'Ouest comme un modèle d'ébauche d'une autre forme de développement, celui axé sur la convivialité.

Notre étude est fondée sur la revue de la littérature ayant trait tant à l'économie traditionnelle et informelle, qu'aux femmes des pays dits "en voie de développement", ainsi qu'aux marchés. Une étude spécifique sur le terrain -probablement un marché sénégalais, dans la mesure où nous centrons nos recherches sur l'Afrique de l'Ouest- pourrait faire suite dans le cadre d'une étude plus poussée.

Pour ce qui est du cheminement de cette thèse, nous avons retracé dans le temps les différentes perceptions que l'on a eu du secteur dit traditionnel, afin de pouvoir mieux saisir la position qu'il occupe à présent. Cette étude est inscrite dans une période qui débute à la seconde guerre et qui se poursuit jusqu'à nos jours. Si cette période a été choisie comme

point de départ, c'est que c'est durant cette période qu'apparaît l'idée d'un Tiers Monde et qu'avec lui naissent les oppositions "secteur traditionnel/secteur moderne" et "pays sous-développés/pays développés". Des débats passionnés ont permis de mettre à jour diverses théories dites de développement au sein desquelles a évolué le concept de secteur traditionnel.

Une fois établi le schéma d'évolution de la pensée en matière de secteur traditionnel, nous préciserons notre position et les raisons qui la motivent.

Nous utilisons alors l'approche choisie pour éclairer notre recherche et analyser les données recueillies.

Suite à ceci, on a défini les concepts clefs de cette étude que nous avons inséré dans une réflexion tradition versus modernité. L'élaboration du doublet secteur formel/secteur informel, de l'économie traditionnelle et de convivialité est ainsi présentée. D'autres termes sont également expliqués au moment de leur utilisation et ceci, toujours selon les idées des auteurs étudiés, ou d'après notre propre conception.

Le second chapitre se propose d'être un survol de ce qui est vu globalement comme secteur informel ou traditionnel afin de mieux cerner le "phénomène" étudié. Pour ce faire, nous avons effectué un parallèle entre l'économie traditionnelle -plutôt nommée souterraine ou cachée- européenne et celle de l'Afrique. Ce choix découle en partie de deux faits. Le premier est que les pays d'Afrique de l'Ouest que nous étudions sont d'anciennes colonies européennes, principalement françaises. Le second est que, sachant que ces colonies évoluaient dans un système capitaliste, nous pouvons présumer de l'impact de ce mode de pensée sur ces pays.

Cette étude étant centrée sur le travail des femmes, nous dressons, dans le troisième chapitre, un portrait de la femme africaine urbaine. L'objectif était de connaître son statut et son mode de vie dans la société contemporaine. Nous pensons en effet, que ces deux éléments sont pertinents dans la mesure où ils peuvent être à l'origine de l'explication du comportement économique des femmes africaines.

Enfin, le dernier chapitre place la femme ouest africaine dans l'économie traditionnelle afin d'y analyser ses agissements. Nous avons alors cherché à voir si oui ou non les marchandes africaines, fonctionnaient dans un mode de pensée capitaliste, c'est à dire orienté vers le profit et la rationalisation ou encore, si elles se placent plutôt dans le sens d'une société conviviale. Nous sommes conscients du peu de matériaux que recèle cette étude de cas. Cependant, bien qu'étant au coeur de notre sujet, il s'agissait uniquement ici de poser les bases théoriques et analytiques d'une étude sur le terrain à venir.

Avant d'esquisser une réponse, penchons nous sur la manière dont a été perçu le secteur traditionnel.

CHAPITRE I

ENCADREMENT THÉORIQUE ET CONCEPTUEL

A. CADRES THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

L'étude qui suit vise à retracer dans le temps les différentes perceptions que l'on a eu du secteur dit traditionnel, dans le but de saisir la position qu'il occupe à présent. De plus, ceci nous permet d'expliquer notre choix quant à la vision de ce secteur ainsi que la manière dont nous envisageons son avenir.

Tel que mentionné dans l'introduction, il n'est pas question ici de définir nos termes clefs cependant, il convient tout de même de voir ce qui est entendu par développement. Nous optons ici pour une définition donnée par Christian Comélieu et Ignacy Sachs qui le décrivent comme *"un devenir, une libération au double sens de dépassement des entraves politiques et institutionnelles mais aussi matérielles. Il est en même temps un processus d'apprentissage social, [ainsi] le politique et l'économique, le culturel et le social s'imbriquent étroitement dans le processus de développement [...] le développement ne se ramène pas à l'économique"* (Comélieu et Sachs, 1988: 14-15).

En gardant ceci en mémoire, nous pouvons aborder le cœur du sujet.

1. La perception du secteur traditionnel au travers des théories de développement de la seconde guerre à nos jours

C'est après la seconde guerre mondiale et avec le début des revendications d'indépendance que naît la théorie du sous-développement et, avec elle, le concept de Tiers Monde. Concept qui sera entre autre suggéré par Alfred Sauvy et élaboré par Josué De Castro qui mettra alors l'accent sur les conditions d'existence précaires des deux tiers de l'humanité (Jacquemot et Raffinot, 1985: 14). Pour sa part, la théorie du sous-développement s'insèrera dans un débat théorique entre deux blocs idéologiques. D'une part, l'approche libérale d'inspiration conventionnelle dont on retrouve les origines dans les théories classiques, néo-classiques et keynésiennes, et d'autre part, une approche plus radicale ayant ses fondements dans les théories de l'impérialisme (De Bernis, 1988: 16).

En fait, la première approche va nier l'existence d'un sous-développement, elle traitera en effet plutôt d'un "retard" de croissance. L'approche radicale quant à elle, posera le sous-développement comme le résultat du développement des pays industrialisés, c'est à dire comme l'expansion de certaines économies aux dépends d'autres (Jacquemot et Raffinot, 1985: 15). Voyons plus en détails comment ont évolué chacun de ces courants et quelle place ils ont réservé au secteur traditionnel au cours de ces développements. Partant de ceci, la compréhension de la place qu'il occupe de nos jours sera plus aisée.

Si la théorie libérale ou conventionnelle penche pour l'idée d'un retard, c'est qu'elle est partie du constat de l'absence d'économie, d'un sous-développement technologique ainsi que d'une marginalisation culturelle de certains pays au sortir de la seconde guerre mondiale. Quelques auteurs se sont alors proposés pour définir différentes voies en vue d'un

développement susceptible de faire rattraper leurs retards aux pays alors caractérisés comme étant du Tiers Monde. Pour ce faire, on cherche à intégrer ces pays au marché mondial (**De Bernis, 1988: 16**).

En premier lieu, ce sont les théories néo-évolutionnistes qui vont faire école en récoltant bon nombre d'adeptes et non des moindres, puisque l'on y retrouve parfois des organisations telle que la Banque Mondiale. Ces théories se synthétisent dans le schéma d'évolution proposé par W.W Rostow dans les années soixante. Celui-ci préconise en effet une évolution linéaire en cinq étapes qui doit fatalement conduire à un développement. Il s'agit de passer de la tradition à une période de transition, puis de décollage qui permettra à la société d'arriver à un stade de maturité lui donnant la possibilité d'accéder à une consommation intensive (**Jacquemot et Raffinot, 1985: 18**).

Nous voyons qu'avec un tel schéma le secteur traditionnel -qui se situe au bas de l'échelle de développement- a une position très précaire dans la mesure où il sera totalement anéanti, ou au "mieux" gravement "ponctionné". Ce dernier élément se retrouve dans les analyses de W. A. Lewis qui suggère que le secteur moderne puise dans le secteur traditionnel les travailleurs qui lui font défaut. Le secteur traditionnel se présente ici uniquement comme un réservoir de main-d'oeuvre (**Jacquemot et Raffinot, 1985: 21**).

Bien sûr, de telles approches évolutionnistes poseront quelques problèmes quant aux capitaux nécessaires au développement. Il s'en suit alors une série de débats sur les approches à privilégier. Ceux-ci se poursuivront des années cinquante au milieu des années soixante. Par exemple, on hésite à promouvoir une industrie lourde plutôt que légère. Finalement, un consensus est obtenu autour de l'industrie légère dans la mesure où elle offre plus d'emplois,

nécessite moins de capitaux et est plus adaptée à la main-d'oeuvre locale (Jacquemot et Raffinot, 1985: 22). Nous restons ici dans la perspective où le secteur traditionnel peut servir de base au développement du secteur moderne.

On trouve également un désaccord entre les pro-keynésiens et les néo-classiques, les premiers préconisant la création d'une demande locale, les second mettant plutôt l'accent sur le commerce international. En effet, les théoriciens d'inspiration keynésienne, pensent qu'avec une demande locale, on pourrait arriver à une croissance équilibrée donc forte, susceptible de rivaliser avec l'extérieur. Les néo-classiques optent pour un schéma inverse en suggérant qu'un commerce international fort élargira automatiquement les marchés intérieurs des pays sous-développés (De Bernis, 1988: 16-17). Ce débat se retrouve également à l'intérieur même des pays quant à la décision de savoir s'il faut opter pour l'équilibre des investissements dans différentes activités ou encore favoriser certains domaines lorsqu'on suppose que des investissements dans un secteur se répercuteront automatiquement dans les autres (Jacquemot et Raffinot, 1985: 23).

D'une manière générale, on se trouve en présence de théories qui ne se préoccupent pas vraiment des processus internes de développement. Tout est basé sur l'économie, en plus d'effets d'entraînements hypothétiques. On préconise donc avant toute chose, que les pays se spécialisent afin qu'ils soient ensuite capables de participer au marché international, ceci devant inévitablement les amener à se développer (Couet et Lignères, 1978: 7). Ce développement sera obtenu soit par le biais des marchandises, c'est à dire que l'on suppose que les pays dits sous-développés arriveront éventuellement à produire des objets susceptibles d'être compétitifs et en demande sur le marché international; soit encore, par le mouvement

de capitaux à savoir que les pays pourront se développer grâce à des emprunts qu'ils rembourseront ensuite, une fois devenus eux-mêmes prêteurs, donc parvenus au stade suprême de l'évolution (Jacquemot et Raffinot, 1985: 26-27).

Dans les années soixante-dix, on assiste à un changement d'optique avec la prise de position en matière de développement de l'école de Chicago. Cette dernière préconisera une politique d'ajustement monétaire où le libre jeu des forces de la concurrence devra faire loi. Ces idées seront très vite controversées dans la mesure où elles auront pour effet de favoriser la paupérisation des masses. En effet, en raison de la forte concurrence qui s'installe, le capital se concentre dans les mains de quelques investisseurs et l'on assiste à la dégradation des conditions de travail des ouvriers (Jacquemot et Raffinot, 1985: 29). On parvient ainsi à une situation contradictoire où les résultats obtenus sont à l'opposé de ce qui avait préalablement été escompté. Ceci résulte de l'idée que les tenants de l'école de Chicago se faisaient du Tiers Monde et de son mode de production traditionnel. C'est à dire *"un espace sans conflit où il est toujours possible de trouver un optimum collectif par l'ajustement des intérêts particuliers et la quête rigoureuse de l'équilibre de marché"* (Jacquemot et Raffinot, 1985: 30). En bref, on a une idée un peu naïve de l'harmonie qui doit nécessairement s'instaurer. L'école de Chicago montre ici qu'elle nie l'existence d'un secteur traditionnel viable. Pour elle, il s'agit de quelque chose d'informe qui reste encore à moduler.

Mais les partisans de cette approche ne se laissent pas démonter par les critiques. Loin de nier les situations chaotiques inhérentes aux politiques d'ajustement monétaire, ils les proposent comme phases d'ajustement nécessaires à la spécialisation internationale. De plus, en ce qui concerne l'endettement, ils rendent coupables les pays "sous-développés" de n'avoir

pas su transformer leurs ressources en éléments moteurs de production, ce qui leur aurait alors permis de rembourser leurs dettes. Les politiques d'ajustement seraient ainsi d'autant plus nécessaires (De Bernis, 1988: 17-18).

C'est un peu en réponse à ces propos que se développe l'approche radicale dont voici les idées majeures. Au préalable, il convient de dire que si cette perspective contient des visions marxisantes, elle n'est toutefois pas à confondre avec un courant purement marxiste. En effet, on y trouve également des propos de tiers-mondistes non nécessairement marxistes ou encore d'auteurs sans étiquettes particulières qui se posent seulement en détracteurs de la théorie libérale de développement. On note en particulier trois points d'achoppement avec l'idéologie libérale:

- la thèse du "retard" est un non-sens dans la mesure où le sous-développement provient de l'extension du capitalisme à l'échelle mondiale;

- c'est avec l'intrusion des sociétés capitalistes dans les sociétés traditionnelles qu'est née la notion de pauvreté;

- aucune vérification n'a pu être apportée quant à une croissance possible par le biais de l'échange ou de mouvements de capitaux (Jacquemot et Raffinot, 1985: 30-31).

On retrace des ébauches de la théorie radicale dans les thèses de Lénine puis de Rosa Luxembourg, mais c'est réellement avec les critiques de la CÉPAL (Commission Économique Pour l'Amérique Latine) sur les conditions de l'échange international qu'elle se développera réellement. Nous faisons ici allusion à la version "révisée" de la CÉPAL. En effet, à ces

débuts, celle-ci était animée par une idéologie libérale. Ce n'est que par la suite, s'étant aperçu des écarts grandissants entre le centre et la périphérie que la commission s'est rattachée au courant radical. C'est alors qu'elle développe les théories de la dépendance. Prébich et Singer avec leur présentation d'une économie inégale seront vus dans les années cinquante comme les précurseurs de cette étude (De Bernis, 1988: 19). Par la suite, la critique de la CÉPAL, notamment avec les travaux de Celso Furtado, prend de l'ampleur avec l'analyse des effets de la technologie et de la demande sur l'accumulation du capital en Amérique Latine.

Les années soixante voient également l'apport théorique de chercheurs tels qu'Enzo Faletto et Fernando H. Cardoso qui optent pour une compréhension globale et dynamique des structures sociales avec une approche "*historico-structurale*" (Cardoso et Faletto, 1978: 11). Ce qui est important, c'est qu'ils prennent conscience de l'existence de formes multiples de dépendance qui supposent des solutions diverses. Aucun schéma déterminé ne peut être établi. Fernando H. Cardoso et Gunder Frank vont également ébaucher une théorie qui sera énoncée plus tard comme celle de la dépendance qui amène "*l'analyse des modèle structurels de relations asymétriques entre les économies centrales et les économies périphériques [...] introduisant une idée de domination*" (Cardoso, 1984: 173-174). En bref, on parle du développement interdépendant mais inégal des pays du centre avec ceux de la périphérie. Comme pour l'école de Chicago, la CÉPAL fait peu de cas du secteur traditionnel qu'elle englobe dans le moderne. La tradition est ainsi étouffée par la modernité.

Enfin, dans les années soixante-dix la thèse radicale se présente comme une transition dans la réflexion sur l'accumulation du capital à l'échelle mondiale, ainsi que son impact sur

les pays du Tiers Monde. Samir Amin se penche notamment sur la théorie de l'échange inégal.

On suggère alors différentes méthodes pour passer d'une situation de domination à la libération. Pour ce faire, trois conditions sont à remplir. La première est l'indépendance politique qui seule permettra de promouvoir le progrès économique et social. Par indépendance politique, on sous-entend non seulement la fin du statut colonial mais également l'élimination du pouvoir de certaines classes sociales. La seconde condition est l'indépendance économique qui s'obtiendra par l'expulsion des capitaux étrangers ainsi que la modification des rapports monétaires financiers et commerciaux. Enfin, et cette dernière condition se rattache à la première, il faudra que les bourgeoisies compradores -c'est à dire toute une classe de profiteurs- disparaissent (Couet et Lignères, 1978: 10). En bref, il faut que les masses parviennent à maîtriser leur développement.

Ainsi, pour les radicaux, le développement ne doit pas être étudié uniquement d'un point de vue technologique mais bien en fonction de la possibilité qu'ont les pays d'exister et de se développer en accord avec les besoins des masses (De Bernis, 1988: 20). On dépasse alors ici les idées premières de la CÉPAL pour qui le développement passait fatalement par l'industrialisation, donc le rejet du secteur traditionnel au profit des théories de la modernisation.

En fait, si l'on regarde les solutions apportées au sous-développement -et par là même, la place réservée au secteur traditionnel- depuis les années quarante, on peut constater que dans le cas des radicaux, on a aussi jonglé avec différentes approches. Ainsi, nous avons vu qu'à la fin des années cinquante, et avec les politiques de la CÉPAL, c'est l'industrialisation

afin de limiter les importations, qui domine. Le fait que le secteur traditionnel puisse remplir ce rôle n'est pas envisagé. Dix ans plus tard, le développement est préconisé par le biais des exportations et là non plus le secteur traditionnel ne peut être compétitif.

Au milieu des années soixante, face aux échecs de l'industrialisation, on suggère de promouvoir l'agriculture. Parallèlement l'explosion démographique fait peur alors que l'on commence à penser qu'il serait peut-être néfaste, que tous les pays parviennent à une industrialisation. Ceci conduit, au début des années soixante-dix, à l'idée que de toutes les façons les masses ont été oubliées dans les politiques de développement précédentes et qu'au lieu de forcer un développement artificiel -à savoir une industrialisation- il s'agirait plutôt de parvenir à la "*satisfaction des besoins essentiels*" (Jacquemot et Raffinot, 1985: 50). C'est ici que le secteur traditionnel va commencer à prendre une place de choix dans les théories de développement. Cependant, il persiste malgré tout l'idée qu'il faudra que ce développement "par la base" conduise finalement à un développement de type occidental, où l'outil de développement -le secteur traditionnel- aura finalement laissé sa place à la technique, à la science...

On remarque ici que les théories libérales et radicales, quels que soient les cheminements suivis, finissent par se rejoindre. En effet, il a été établi que pour les libéraux, il fallait coûte que coûte que les pays sous-développés parviennent à un certain modèle de développement afin de participer à l'économie mondiale. La conservation d'un secteur traditionnel est ici inutile car non compétitive dans le cadre d'un marché international. Pour ce qui est de la pensée radicale, et même si on se place dans sa portion la plus réfractaire aux thèses libérales, c'est à dire dans le courant marxiste, nous parvenons à un certain consensus.

Ainsi, et tel que l'a supposé Serge Latouche, l'analyse du sous-développement par les marxistes étant une réflexion sur les effets néfastes de l'impérialisme en plus "*d'un blocage du développement des forces productrices* [on aboutit à une vision où] *les sociétés pré-capitalistes ne peuvent être qu'arriérées, objectivement misérables, bloquées*" (Latouche, 1986: 100). Le secteur traditionnel est donc bien vu comme un frein au développement dans la mesure où il ne peut permettre l'accumulation du capital nécessaire au "développement". Développement suprême qui se concrétise pour les marxistes dans le socialisme, celui-ci devant ainsi être le résultat d'un dépassement du capitalisme. C'est à dire qu'une fois arrivé à une situation d'opulence, les rapports marchands pourront être abolis et la société communiste instaurée. En fait, le développement a ici une forme très occidentale où il n'est concevable que grâce à l'expansion des forces productives (Latouche, 1984: 812-813). Ainsi, même si les sociétés pré-capitalistes sont idéalisées, on convient qu'il faut à terme, les supprimer (Latouche, 1986: 105). Avec elles, c'est le secteur traditionnel, appelé pour cause "*survivance*", qui doit disparaître.

C'est avec un tel constat que vont se développer des approches dites "alternatives", où l'on mettra l'accent sur le fait que le "Tiers Monde" ou les pays dits "sous-développés" sont définis ainsi, justement à cause de leurs rapports avec le monde industriel. On remarque dans la dialectique Tiers Monde/monde industriel, "*qu'il évolue si ce dernier évolue et [que] si ce rapport change, il ne deviendra jamais globalement semblable au monde qui commande son évolution*" (Partant, 1988: 76). Ainsi, des chercheurs tel François Partant dans les années soixante-dix, vont s'écarter de l'idée d'un développement défini par la consommation et la production massive, pour se pencher sur la dimension sociale du problème (Partant, 1988:

6). On en vient alors à la définition du développement comme recherche du bien être, celui-ci pouvant être entendu de diverses manières selon le contexte. Le choix d'utiliser ou non la technologie devient alors un dilemme politique où d'un côté on cherche coûte que coûte à imiter le développement industriel du centre, et de l'autre, on se tourne plutôt vers ce que les individus possèdent déjà pour les amener à une reconstruction autonome de leur société (Latouche, 1986: 130). En bref, il s'agit de voir si l'on continue à forcer un simulacre de développement qui avantage les pays du Nord, ou alors si l'on aide réellement les pays du Sud à évoluer vers quelque chose de plus positif pour eux.

Les adeptes de solutions alternatives optent pour la quête d'une autonomie qui pourrait se retrouver dans une société "conviviale" (Comélieu et Sachs, 1988: 47). Pour ce faire, deux écoles de pensée proposent leur schéma. La première suggère un retour à la terre, plus encore, des auteurs tels qu'Enrich en 1972 proposent une désindustrialisation lorsque le processus d'industrialisation a déjà commencé. La seconde opte pour "*l'enrichissement de la vie des communautés locales, rurales et urbaines à travers le développement de l'autogestion [celle-ci étant alors] en mesure de s'organiser de façon à promouvoir activement les rapports amicaux et coopératifs entre leurs membres*" (Comélieu et Sachs, 1988: 48). On remarque que dans les deux cas le secteur traditionnel a une place dans la mesure où, dans le premier schéma il remplacerait l'industrie et dans le second, il pallierait aux manques de cette dernière.

C'est la seconde école qui obtiendra le plus grand nombre d'adeptes notamment avec Ignacy Sachs qui développe l'idée d'un "*éco-développement*". Pour lui, il s'agit de faire "*la synthèse d'une nouvelle vision critique intégrant la conscience de la finitude de certaines*

ressources naturelles" (Cardoso, 1984: 188). En somme, on va chercher des solutions à la situation précaire de certains peuples, qui soient adaptées non seulement à la culture et à l'écologie, mais également aux besoins des individus. La folie des grandeurs est laissée de côté au profit du "raisonnable". On recherche alors l'utilisation de technologies appropriées, c'est à dire toujours en accord avec les écosystèmes et les attentes des individus. Ignacy Sachs utilise ici le concept de "*Self reliance*" qu'il décrit comme une confiance en eux permettant aux individus de choisir leur voie d'évolution, sans toutefois s'enfermer dans des situations autarciques (Cardoso, 1984: 189-90).

Conjointement à l'éco-développement apparaît l'éthno-développement qui se confond un peu avec le premier. Cependant, ayant la tradition pour héritage, ce dernier est beaucoup plus figé dans la mesure où, se butant aux changements, il laisse peu de place à l'innovation.

Ainsi, nous avons parcouru l'évolution des divers courants en matière de développement de même que leurs multiples approches, regardons maintenant où s'insère notre conception et ce qui la justifie.

2. Notre position ainsi que l'utilisation de cette dernière au cours de la recherche

Notre idée du développement étant analogue aux thèses alternatives énoncées précédemment, avec entre autre le point de vue d'Ignacy Sachs, nous proposons de les élaborer d'avantage.

Le secteur traditionnel peut s'y positionner comme moyen d'instaurer une société conviviale dans la mesure où les outils qu'il emploie sont à même d'être contrôlés par les

individus. Serge Latouche le conçoit de surcroît comme un frein à la "*clochardisation*" des sociétés ébranlées par l'industrialisation forcée des pays capitalistes (Latouche, 1986: 99).

Préconiser un retour aux traditions dans le cadre d'une impasse au développement, n'est pas un phénomène nouveau. En effet, on rapporte qu'au XIX siècle, en France, afin de parer à un surplus de travailleurs à la suite d'un fort accroissement démographique, on a provisoirement abandonné la charrue au profit de la houe et de la bêche. Ainsi, en plus de fournir plus d'ouvrage, on obtenait un travail de bien meilleure qualité (Latouche, 1986: 121). Les Français n'en sont pas pour autant devenus sous-développés.

Ainsi, nous pensons qu'il serait souhaitable que dorénavant les projets de développement soient conçus en fonction de ce qui existe déjà ou encore de ce qui a existé, dans les cas extrêmes où les sociétés ont perdu toute trace de "*survivances*" sans pour autant avoir assimilé le processus d'industrialisation. Il s'agirait alors de perfectionner certaines techniques traditionnelles afin qu'elles deviennent plus "*conviviales*". On note par exemple le succès de la réhabilitation des constructions en terre stabilisée au Sénégal (Latouche, 1986: 124).

Bien sûr, ces techniques ne sont pas compétitives sur le marché international et c'est là leur défaut principal. Cependant, nous entrons ici dans l'explication de notre choix quant à favoriser le secteur traditionnel comme moyen de développement.

En plus d'être en accord avec les principes d'une société "*conviviale*", le secteur traditionnel se présente comme la clef du développement. Ceci, pour diverses raisons dont la plus importante est qu'en matière de technologie -si rudimentaire soit-elle- et de fabrication, le secteur traditionnel est la seule alternative possible à l'industrialisation massive. C'est à

dire la seule solution de remplacement à toutes les politiques que nous avons analysées précédemment, qu'elles tiennent d'approches libérales ou radicales.

Ainsi, on peut constater que les politiques dites de développement ont pu parfois faire du tort au Tiers Monde. Certains parlent de la logique de "*donner pour dominer*" (Latouche, 1986: 186). C'est à dire que l'on procure aux pays jugés sous-développés des outils techniques qu'ils sont incapables de maîtriser seuls. Les pays donateurs sont alors dans leur bon droit de s'immiscer dans la gestion des pays récipiendaires qui ont besoin d'un encadrement technique. C'est pourquoi la solution d'un développement des pays du Tiers Monde ne peut être uniquement technologique, ou du moins, pas d'une technologie extérieure dont ils ne maîtrisent pas l'utilisation. Edgar Morin qualifie cette situation, et par là même la crise du développement, de "*pourrissement du paradigme humanistico-rationnel de l'Homo/Faber, où science et technique semblaient devoir accomplir l'épanouissement du genre humain*" (Latouche, 1984: 734). En fait, nous voyons bien que ceci est une affabulation et qu'au contraire il s'est produit une déculturation doublée d'un accroissement de la misère lors de tentatives d'industrialisation forcées.

Dans le domaine des échecs au développement on rapporte également les déséquilibres démographiques qui ont fait suite à l'introduction de la médecine moderne. Il est vrai que de plus en plus d'individus sont guéris de maladies bénignes, mais il est également vérifiable que le nombre de ceux qui meurent de faim croît de la même façon. Il en est de même d'un point de vue religieux où le christianisme conquérant a poussé les gens à la procréation. Pour Ivan Illich, on a dans ce cas dépassé "*les digues et les structures de la culture traditionnelle*" (Illich, 1973: 19).

Pour ce qui est du domaine culturel, nous rejoignons les idées de François Partant qui suggère que le Tiers Monde se trouve *"plus affecté par ce que nous lui vendons que par ce que nous lui achetons à bas prix. Et il souffre parfois d'avantage encore de ce que nous lui donnons [...] il est aussi d'ordre culturel et les actions entreprises au titre du développement sont souvent condamnable à ce titre"* (Partant, 1988: 70). Nous retrouvons une fois de plus, la logique du *"donner pour dominer"*.

En fait, ce qu'il faut retenir, c'est qu'on ne peut positionner sur une même échelle, l'Occident et le Tiers Monde, le second étant bien entendu très loin du premier. Il est matériellement impossible que le Tiers Monde "rattrape" l'Occident. En effet, une telle hypothèse suggère la destruction de la planète dans la mesure où, pour donner à tous ce que la plus part des occidentaux possèdent déjà, il faudrait dépasser toutes les limites d'une exploitation raisonnable des ressources naturelles, ce qui entraînerait des pénuries, un fort taux de pollution, bref un véritable désastre environnemental (Partant, 1988: 52).

De plus, si on se place dans l'hypothèse où le processus d'industrialisation doit finir par triompher, c'est à dire par être assimilé par tous les peuples et toutes les cultures, il y aura alors un moment où il faudra stopper son évolution. Non pas cette fois ci à cause des ressources naturelles, si nous supposons ici qu'elles sont inépuisables, mais tout simplement à cause de l'incapacité des individus à ingurgiter la nourriture en surproduction. Ainsi, on peut donner en exemple la réflexion célèbre d'Adam Smith selon laquelle nos estomacs étant de taille limitée, nous ne pourrions pas, par exemple, manger deux fois plus par jour. De ce fait, il nous faudra bien, à un moment donné, focaliser notre énergie sur des objectifs qui n'auront plus rien d'économiques (Comélieu et Sachs, 1988: 20-21).

Sans en arriver à de tels extrêmes, notamment parce qu'ils sont irréalisables, à cause des problèmes de ressources naturelles et de pollution énoncés plus haut, nous pensons que la technique ne peut être le point central des projets de développement. C'est pourquoi le secteur traditionnel a ici sa place car s'il n'est pas compétitif du point de vue technologique, il peut l'être dans bien d'autres domaines. On pense ici à la culture, à la connaissance du milieu dans lequel les individus évoluent... François Partant donne l'exemple du paysan qui, malgré une faible formation intellectuelle -entendue au sens Occidental- est capable de porter un jugement sur son activité, son mode de vie ainsi que sa participation au bien être de sa société, de même qu'il en tient toutes les ficelles dans la mesure où il a le contrôle des outils qu'il emploie. Il est de ce fait, "*un intellectuel plus authentique*" qu'un informaticien qui ne saurait pas trop se positionner quant à sa contribution au sein de sa société, et qui dépassé par la technologie, aurait du mal à porter un jugement critique sur son activité (Partant, 1988: 17).

Il est vrai que le paysan ou tout autre travailleur du secteur traditionnel n'est pas compétitif comme peut l'être l'informaticien. Cependant, il est envisageable que les critères de développement changent et que la notion de compétitivité disparaisse. Ceci ne suppose pas l'autarcie qui elle tient de l'utopie, mais plutôt l'acceptation que des peuples différents aient des voies et des conceptions du développement différentes. Peut-être même que les sociétés arriveront à un certain parallèle lorsqu'elles auront chacune établi leur société "conviviale".

A ceux qui objectent que le secteur traditionnel ne peut être utilisé dans le cadre de projets de développement car il est trop restreint ou trop étreint dans les us et coutumes traditionnels, nous répondons que la tradition, à cause entre autre de la colonisation qui a

laissé ses marques, n'est plus du tout la même et qu'elle permet désormais le changement. Ainsi, la culture traditionnelle peut se positionner comme la base d'un autre développement plutôt qu'un retour en arrière ou encore, comme un isolement dans une voie contraire à un quelconque processus d'évolution.

Il convient de souligner à nouveau que nous entrons ici dans le domaine d'un choix non plus économique, mais politique de développement. En effet, il s'agit d'opter pour la construction de sociétés où la technique sera désormais au service des individus, c'est à dire avec l'usage d'outils conviviaux, plutôt que de viser l'établissement d'une société super sophistiquée industriellement, électroniquement... de toutes les manières irréalisable.

En conclusion, nous proposons de voir comment l'approche de développement préconisée, à savoir un accent sur le secteur traditionnel dans un premier temps, pourrait s'utiliser dans le cadre d'une étude du travail des femmes dans les marchés ouest africains.

Mais avant de nous lancer dans cette recherche, il convient de définir les termes clefs qui s'y retrouvent.

B. DÉFINITIONS DES TERMES CLEFS UTILISÉS AU COURS DE L'ÉTUDE

Cette section s'avère d'une importance capitale dans la mesure où elle apporte une précision quant à l'utilisation et au sens des concepts clefs de cette étude. Tout d'abord nous effectuerons une distinction entre ce qui est entendu par moderne et traditionnel. Puis, le

doublet secteur formel/secteur informel sera présenté.

Une recherche des similitudes entre informel et traditionnel suivra, de même que seront amenées les raisons qui ont fait pencher pour l'utilisation du terme "économie traditionnelle" plutôt qu'"informelle" pour la majeure partie de cet ouvrage. Nous soulignons "majeure partie" puisque dans le chapitre suivant, où il est question d'une comparaison des situations européennes et africaines, nous introduisons une nouvelle distinction à savoir celle entre secteur informel et économie souterraine, terme alors plus approprié que celui de traditionnel dans ce cas spécifique.

Enfin, suit un exposé de ce qui est entendu par convivialité. En bref, ce cheminement doit permettre de légitimer le fait que nous soustrayons l'informel au traditionnel, de même que ce dernier est envisagé comme pouvant s'effacer à son tour au profit de la convivialité.

1. Tradition versus "Modernité"

Les guillemets entourant le terme de modernité sont utilisés pour spécifier qu'il n'est pas question ici d'entrer dans un débat politico-philosophique ardu. Non pas parce que le sujet n'a pas d'attraits, mais plutôt parce qu'il n'a pas d'intérêt majeur dans le cadre de cette recherche. Ce qui, à notre avis, est plus d'à propos est la séparation entre le secteur traditionnel et le secteur moderne. De même, il s'agit de définir le ou les liens qui se trament autour du concept de société capitaliste. Tout d'abord, tenons nous en aux strictes définitions puisées dans divers ouvrages de références.

Il convient avant tout d'enlever l'idée rétrograde d'archaïsme trop souvent associée à celle de tradition. En fait, s'il y a cette confusion, c'est que sont parfois amalgamés les termes de tradition et de traditionalisme. Ce dernier s'associe plutôt au conservatisme et met en effet un accent excessif sur la valorisation du passé. Bien au contraire, l'idée de tradition et ceci même si elle sous-entend l'idée d'une transmission des valeurs du passé, *"donne lieu à toute une série de réinterprétations possibles qui, en retour, la maintiennent, la consolident, l'actualisent ou la renouvellent [...] elle livre par une sorte de combat fécondant ce dont les générations suivantes ont également à se pénétrer et ce qu'elles ont à léguer comme une condition permanente de vivification, de participation à une réalité ou l'effort individuel et successif peut indéfiniment puiser sans l'épuiser"* (Férréol, 1991: 264). Il y a donc bien une idée de renouvellement où une place à l'innovation est laissée. La tradition, plutôt qu'un blocage se conçoit comme la fondation du futur. Et ceci, tant pour les manières d'agir que les idées.

Pour ce qui est de la modernité, on retient quelques traits caractéristiques qui reviennent chez divers auteurs. On y parle alors de sociétés où les institutions sont démocratiques, de rationalité, de laïcisation, d'efficacité productive... Selon les auteurs vers lesquels on se tourne, l'interrogation se porte soit sur le devenir de l'industrie, c'est le cas de Saint Simon, soit sur celui du capitalisme avec Karl Marx ou encore sur celui de l'égalisation des conditions avec Tocqueville (Férréol, 1991: 155). Cependant, quelle que soit l'interrogation, la modernité s'insère toujours dans l'idée d'un projet perpétuel à savoir que quelque chose de meilleur et de plus rationnel est toujours à venir, et que lorsque le "nouveau" se produit, il rend immédiatement obsolète ce qui l'a précédé.

La modernité est également associée à l'idée de modernisation qui elle peut se scinder en quatre sphères différentes: celle de la politique qui met l'accent sur la démocratisation, de la culture qui sous-entend la sécularisation, de l'économie avec l'industrialisation et la rationalisation et enfin celle de caractère social où l'on se concentre sur l'analyse de taux de scolarisation et d'urbanisation élevés (Gresle et alii, 1990: 218). Et, si la modernisation s'imbrique dans la modernité, le concept de société industrielle, pour sa part, découle du processus de modernisation. Notre recherche s'élaborant autour des concepts de sociétés traditionnelle et moderne dans le cadre d'une activité économique qui tient cependant compte du social et du culturel -ceux-ci étant fortement présent lorsqu'il est question de la sphère économique en Afrique- il est opportun de nous arrêter sur cette idée de société industrielle. En effet, en plus d'être proposée comme générant de nouveaux types de comportements, elle est aussi vue comme la négation de la société traditionnelle.

Le clivage société traditionnelle/société industrielle est surtout conçu sous un angle économique où le point de rupture est celui de la révolution industrielle (Boudon, Besnard et alii, 1989: 182). Cependant, cette vision économiciste fait entrer en jeux d'autres éléments tels que des facteurs sociaux. Par exemple, on dit de la société industrielle qu'elle donne naissance à l'"homme industriel". Ce dernier tente de combiner activités techniques et activités économiques en vue d'une production de biens qui auront non seulement une valeur d'usage mais également -et surtout- une valeur d'échange (Boudon et Bourricaud, 1986: 542). On voit ici que la société industrielle propose et génère un type d'homme dont la motivation principale est le profit. Partant de ce constat, on remarque également qu'étant motivé par le profit, l'acteur dans la société industrielle va également être constamment à la

recherche de nouveaux progrès techniques puisqu'il sait que c'est grâce à eux qu'il pourra augmenter son rendement et donc, son bénéfice. Plus encore que de générer cette personne "industrielle", la société industrielle suppose un lien entre production et consommation. Ainsi, la société industrielle se trouve être aussi une société de consommation (**Boudon et Bourricaud, 1986: 543**).

En fait si l'on suit les idées que Victor Scardigli a énoncé dans son ouvrage La consommation de la culture au quotidien, publié en 1983, ce n'est pas vraiment la société industrielle qui est une société de consommation mais bien la société post-industrielle. Nous sommes d'accord avec lui sur l'idée que ces sociétés envisagent "*le bonheur de l'individu par le progrès matériel de même que l'ordre culturel n'y subsiste plus qu'à l'état de vestige*" (**Forest, 1991: 30**). Cependant, nous voyons toujours ces sociétés comme appartenant à la modernité. De même, nous pensons que ces sociétés appelées industrielles où de consommation, reflètent une idéologie particulière. Celle où circule l'idée que tout peut s'acheter. Les achats effectués y sont désormais le moyen d'expression des individus. Ainsi, par exemple, une personne se procurera un bien dit de luxe afin d'afficher sa réussite sociale. Bien sûr, on peut arguer que ceci se produit également dans les sociétés traditionnelles, ce qui est vrai, cependant les achats ou les transactions sont remplis d'une multitude d'autres sens qui ont autant à faire avec le culturel que le social. Ainsi, il ne suffira pas de posséder un objet, il faudra également prouver que l'on est digne de le détenir.

De plus, ce qui est caractéristique des sociétés industrielles ou de consommation c'est qu'elles présentent presque toujours des déséquilibres entre leur offre et leur demande. En effet, les producteurs ne fournissent pas forcément ce qui est attendu par les consommateurs

mais plutôt ce qu'ils croient être susceptible de leur rapporter un maximum de profit. Ce faisant, ils prennent une chance qui peut se trouver récompensée si le produit est assez innovateur pour susciter l'envie chez le consommateur. Sinon, c'est une pure perte pour le producteur sans compter que le consommateur est lui aussi déçu car il ne s'est pas vu offrir ce qu'il désirait (**Boudon et Bourricaud**, 1986: 544).

Maintenant qu'il a été établi ce que signifient les sociétés traditionnelles ou modernes dans le cadre de cette recherche, voyons où se situe la société capitaliste.

De même que pour le terme de société de consommation, celui de société capitaliste est utilisé de diverses manières par rapport à celui de société industrielle. En effet, on le retrouve soit en opposition, en association ou encore comme substitution à ce dernier (**Boudon et Bourricaud**, 1986: 541). Pour notre part nous l'envisagerons comme association. La société capitaliste industrielle signifie alors que nous sommes en présence d'une société industrielle ou de consommation telle que décrite plus haut mais que de surcroît, celle-ci évolue selon la logique d'un marché, ce dernier étant le médiateur de tous les agents économiques en présence. La société industrielle capitaliste, ou tout simplement capitaliste, est donc ainsi un système sociétal qui obéit aux lois d'un marché plutôt qu'en fonction d'influences politiques ou autres (**Boudon et Bourricaud**, 1986: 544).

Ainsi, le terme de "capitalisme" que nous utiliserons et qui est associé à celui de société industrielle ou moderne, désigne la façon dont les sociétés industrielles gèrent leur économie. Cette manière étant celle du système d'un marché réglé, ce n'est donc pas uniquement une société industrielle. Il est même possible de dire que le capitalisme est un élément de la société industrielle comme l'est d'ailleurs le système d'appropriation privée des

moyens de production. Enfin, la dernière caractéristique qui est aussi mentionnée lorsqu'il est question de capitalisme est l'idée d'une société de consommation. Cependant, il n'est pas nécessaire de s'y attarder puisqu'il a déjà été dit qu'à notre avis société industrielle et société de consommation se rejoignent (**Boudon, Besnard et alii, 1989: 28**).

En conclusion, la modernité suppose un processus dynamique et positif qui fait en sorte que l'humanité va toujours vers quelque chose de plus en plus sophistiqué qui continuellement périmé ce qui a été acquis précédemment (**Forest, 1991: 30**). A l'intérieur de ce processus on peut s'interroger sur l'origine de la décision sur ce qui est moderne et ce qui ne l'est pas. Pour notre part, nous pensons que pour imposer quoi que ce soit, il faut de la force, qu'elle soit économique ou politique. C'est pourquoi les pays industrialisés qui contrôlent le marché mondial sont le "monde moderne". Dans cette optique les sociétés traditionnelles sont condamnées à rester dans le pré-moderne tant qu'elles suivront ou tenteront d'imiter le schéma de développement occidental. C'est ainsi que ces sociétés sont appelées traditionnelles. Toutefois, il faut bien garder à l'esprit que ce n'est pas la tradition qui fait obstacle à la modernité. En fait, il n'y a vraiment que dans les types idéaux de Max Weber que la tradition ne survit pas à la modernité (**Boudon, Besnard et alii, 1989: 198**).

Il va maintenant être question du doublet secteur informel/secteur formel, afin de voir ce que ces termes désignent et pourquoi ils ont été écartés.

2. Secteur informel et secteur moderne

Bien que les définitions que l'on trouve un peu partout apportent chacune leur touche particulière on peut tout de même retracer quelques caractéristiques générales à la notion de secteur informel. La première à laquelle tout le monde adhère est de nature juridique. Il s'agit du contrôle que détient normalement l'État sur les activités économiques. Ainsi, une action est dite informelle lorsqu'elle échappe à la régulation étatique. De plus certains stipulent que ces activités ne sont pas monétarisées et que les notions de rentabilité et de productivité y sont totalement absentes (Arellano, 1991: 2). A ce tableau s'ajoute l'idée que bien qu'elles ne soient pas légales, ces activités sont tolérées pour le rôle qu'elles jouent dans la société (Hugon, 1989: 2). Par exemple, elles permettent aux chômeurs -entendus comme des individus qui oeuvraient précédemment dans le secteur formel, légal et qui se sont trouvés sans emplois- de continuer à travailler, voire même de créer une nouvelle activité qui ne sera peut-être pas stable mais qui aura tout de même l'avantage d'être rapidement mise sur pied dans la mesure où elle n'aura pas à être enregistrée, "formalisée". Ce rôle n'est pas des moindres lorsque l'on sait par exemple, qu'à Dakar capitale du Sénégal, cinquante pour cent de la population oeuvrait dans ce genre d'activités en 1986 (Dijk, 1986: 12).

Ainsi, tous les auteurs s'entendent à peu près sur les caractéristiques de base énoncées précédemment. Là où les données se compliquent, c'est lorsque que sont ajoutés de nouveaux qualificatifs à celui d'informel ou lorsque des distinctions plus strictes commencent à être établies. Des activités informelles illégales sont alors décrites comme appartenant au secteur

informel (Arellano, 1991: 2). Ceci est par ailleurs justifié dans la mesure où les activités de contrebandes, de prostitutions, de jeux voire même de crimes organisés ne sont pas répertoriées -entendues contrôlées par l'État.

On introduit également les notions "*d'activités informelles traditionnelles*" et "*d'activités informelles modernes*" (Mbemba, 1989: 5). Cette distinction mérite que l'on s'y attarde dans la mesure où elle associe le terme de traditionnel à celui d'informel alors que nous avons opté pour utiliser uniquement celui de traditionnel dans cette étude.

En fait, les activités informelles modernes font surtout référence aux petites entreprises non répertoriées. Mein Pieter Van Dijk en donnait une définition assez détaillée dans son ouvrage sur le secteur informel de Ouagadougou (1989). Il y amenait les caractéristiques suivantes: l'absence de comptabilité; d'un enregistrement légal; de permis d'établissement; d'un emplacement fixe; de locaux en matériaux durables; de réseaux électriques; d'un statut juridique pour l'entrepreneur; de salaires équivalents au minimum requis par la loi et enfin, de l'absence de sécurité sociale pour les employés (Mbemba, 1984: 4).

Pour ce qui est des activités informelles traditionnelles, elles représentent toujours des travaux non comptabilisés mais qui étaient par contre, déjà en place avant l'époque coloniale. C'est ici qu'intervient notre choix de laisser de côté le terme d'informel qui est réservé aux activités dites "*informelles modernes*" décrites auparavant et qui pour nous appartiennent simplement au secteur informel.

En effet, nous ne voyons pas en quoi il est possible de caractériser des activités traditionnelles "d'informelles". Le simple fait qu'elles soient ancrées dans la tradition suppose qu'elles diffèrent de ce qui est décrit comme formel par l'Occident. Ainsi, si les activités

traditionnelles sont "sans formes" pour l'oeil occidental, elles ne le sont pas pour les acteurs qui y participent à quelque niveau que ce soit -on entend ici tant du point de vue des producteurs que de celui des consommateurs. C'est pourquoi, nous préférons parler de secteur traditionnel dans le cas de cette étude sur les marchés ouest africains. De plus, mettre l'accent sur le secteur traditionnel est pour nous le moyen de montrer que nous sommes conscients du fait que ce ne sont pas uniquement des éléments juridico-économiques qui vont jouer dans notre recherche mais également des facteurs sociaux et culturels. Enfin, tel que suggéré dans l'hypothèse de départ, nous ne pensons pas que les marchandes ouest africaines oeuvrent totalement dans un système régit par une influence occidentale capitaliste. C'est pourquoi, il serait inopportun de les "condamner" dès le départ en leurs attribuant des activités "informelles". Il reste maintenant à définir ce que nous entendons par convivialité.

3. *La convivialité*

Tout d'abord, et pour rendre à César ce qui lui appartient, ce terme est dû à Ivan Illich qui publia en 1973 un essai intitulé La convivialité. Cet ouvrage s'inscrivait dans la lignée d'une littérature abondante traitant des méthodes alternatives de développement. Littérature qui se proposait entre autre, d'apporter des solutions de remplacement à celles de "croissance zéro" suggérées par le Club de Rome en 1972 et qui reçurent un avis plutôt défavorable du côté de l'opinion publique (**Cahier de Recherche éthique n°15, 1991: 26**). Cependant, bien qu'Ivan Illich et son essai sur la convivialité soient pris ici comme élément de base à cette

enquête, il faut garder en considération qu'il n'est pas le premier à s'insurger contre le progrès. En effet, avant lui, on trouve les prises de position de penseurs tels Cornelius Castoriadis ou encore Edgar Morin qui bien que ne mentionnant pas directement la convivialité, élaborent sur le sujet.

Pour replacer ceci dans le contexte de l'époque, ces suggestions du Club de Rome pour la promotion d'une croissance nulle, faisaient suite à la prise de conscience de bon nombre d'écologistes et autres chercheurs de l'urgence de préserver les ressources naturelles, sans quoi des dégradations irréversibles surviendraient. D'où l'idée de stopper toute croissance économique afin de cesser d'épuiser la biosphère (C.R.E n°15, 1991: 80). Bien sur, avec le mode de pensée productiviste de nos sociétés, une foule de récriminations s'en suivirent, notamment du côté des pays du Sud. En effet, ces derniers qui commençaient alors à peine leur processus de croissance à l'occidentale, refusaient catégoriquement de tout arrêter, même si cela devait en coûter au milieu naturel (C.R.E n°15, 1991: 28-29). Ayant certainement bien assimilé les leçons Rostwiniennes, ils ne voulaient pas être empêchés dans leur "rattrapage" des pays du Nord. Ainsi, le concept de "*croissance zéro*" fit peu d'adeptes et tomba rapidement dans l'oubli. Cependant, il faut tout de même lui reconnaître d'avoir mis l'accent sur le caractère fini des ressources naturelles et donc, de la nécessité de réviser le mode de développement en vigueur. D'où la multiplication des solutions alternatives.

Parmi les adeptes de changements se trouvait donc Ivan Illich qui émit l'idée d'édifier une société conviviale. Il s'emploie alors à "*démystifier les institutions et les réalisations dont nous sommes le plus fiers, celles qui sont les plus représentatives de notre développement*" (Partant, 1982: 7-8). Ce sont d'ailleurs ces idées qui le feront devenir le précurseur des

mouvements écologiques actuels.

Pour notre part, il ne s'agit aucunement de rejeter le progrès technique de même que la rationalité qui l'entoure, au contraire. Et, tel que le dit Fernando H. Cardoso, il suffirait simplement de les repositionner en fonction "*des coûts et des bénéfices sociaux, et non plus [des] critères d'une pseudo rationalité de marché*" (Cardoso, 1984: 146). Il faudrait entre autre, que l'outil, qu'il soit moderne ou non, puisse être utilisé par tous. Ainsi, nous rejoignons l'idée de société conviviale d'Ivan Illich où la technologie sert aux individus et non à un corps de spécialistes. En bref, une société où l'homme contrôle ses outils plutôt que d'être contrôlé par eux (Illich, 1973: 13). Ivan Illich fait ici référence à la manière dont la société industrielle est parvenue à maîtriser totalement les individus. Ainsi, elle développe ses connaissances pour résoudre un problème. Le progrès obtenu sert ensuite à exploiter tout le corps social. On donne l'exemple de la libération qui a succédé à l'invention de la voiture. Cette libération s'est transformée rapidement en esclavage avec tous les frais qui se rattachent à la possession d'un véhicule, à savoir les impôts, l'entretien, les contraventions... (Illich, 1973: 23).

Ce qui peut être retenu ici, dans une optique de développement, c'est que le développement technologique n'est pas forcément un progrès, et encore moins un progrès social. En effet, dès qu'une société est touchée par l'industrialisation, ces acteurs se lancent dans une course effrénée à ce qu'ils n'ont pas encore acquis, plutôt que d'essayer d'innover avec quelque chose de différent. En plus d'être une perte d'énergie, c'est bel et bien une forme de destruction du corps social (Illich, 1973: 50).

Et, puisqu'il a été question de l'homme industriel engendré par la société industrielle,

voyons ce que suppose l'esprit convivial. Un individu qui voudrait fonctionner dans ce type de société devrait s'opposer "à la manipulation de la personne, au déracinement communautaire et à la violence faite à la nature. [Il devrait tendre vers] l'affirmation que l'ensemble des outils, des institutions et des actions sont au service d'une personne autonome, intégrée à une communauté solidaire d'un environnement" (C.R.E n°15, 1991: 186). On obtient ainsi un individu qui évolue en symbiose avec son environnement, qui est à l'écoute de celui-ci.

Si l'on veut insérer cette notion de convivialité dans un débat tradition versus modernité, il pourrait être intéressant de dire que la convivialité ne s'inscrirait pas dans le cadre de la modernité mais plutôt dans celui de la post-modernité. Bien entendu, il ne s'agit aucunement de la post-modernité envisagée par Victor Scardigli dont il a été question plus haut. En effet, la convivialité et ceci dans le cadre de la modernité telle que nous l'avons décrite précédemment, ne peut être conçue comme appartenant au monde strictement moderne car elle se fonde sur la tradition. Par contre, elle serait compatible avec une idée de post-modernisme dans la mesure où elle ne crée pas de ruptures avec le passé (Lipovetsky, 1983: 89). Elle cherche plutôt à allier passé et présent afin de représenter un futur viable.

En conclusion, nous avons voulu à l'aide de ces quelques définitions, expliquer ce que représentait la tradition et l'usage que nous en faisons. Ce qui doit être retenu c'est que la tradition ne se pose pas comme un frein au développement mais plutôt comme un élément de la solution. Loin de rejeter la modernité, nous l'associons également au développement. En effet, nous chercherons à démontrer dans les chapitres suivants qu'une autre forme de

développement que celle entreprise jusqu'à présent par l'Occident existe, et qu'elle se concrétise dans l'idée d'une société conviviale. Cette dernière se fonde sur la tradition tout en s'alliant à certaines conceptions modernes.

Nous avons également expliqué le rejet du doublet formel/informel par trop restreint, voire Occidental. C'est pourquoi, nous parlerons plutôt d'activités traditionnelles que nous espérons pouvoir à la suite de cette recherche, caractériser de conviviales. Nous pensons ainsi avoir légitimé la démarche précédente quant à la perception du secteur traditionnel dans le passé.

Il s'agit maintenant de voir comment l'Europe et l'Afrique "vivent" leur secteur traditionnel afin de déceler les similitudes possibles. Ceci est opportun dans la mesure où c'est l'Europe qui a tenté et tente toujours d'imprimer son mode de développement à l'Afrique et que nous cherchons, par ailleurs, à savoir si le secteur traditionnel de cette dernière a lui aussi été touché. De plus, ce chapitre permettra de déceler les indicateurs de convivialité qui seront utilisés dans les développements qui suivront.

CHAPITRE II

LES ÉCONOMIES SOUTERRAINES D'AFRIQUE ET D'EUROPE: HISTOIRE, ÉTAT DES LIEUX ET SIGNIFICATION

Il convient de spécifier que nous mettons ici l'accent sur la partie "souterraine" du secteur traditionnel africain. En effet, c'est ce qui peut être le plus aisément comparé lorsque l'on essaye de juxtaposer les secteurs traditionnels d'Afrique et d'Europe. Pour l'Afrique, c'est l'exemple sénégalais qui sera retenu, et pour l'Europe c'est celui de la France. Ce choix vient, ainsi que nous l'avons expliqué précédemment, des liens qui unissent ces deux pays en raison de la colonisation du Sénégal par la France.

Cette étude comparative amène à se poser des questions sur la genèse de ces économies souterraines à savoir, ce qui a favorisé leur essor. De même, nous verrons ce qui en résulte de nos jours et enfin, en quoi l'économie souterraine permet aux individus de rester dans la conformité du système capitaliste mis en place tant au Sénégal qu'en France. Il s'agit ici de voir si des éléments de convivialité entrent en jeu. C'est à dire que l'on suppose l'existence d'autres facteurs que celui de la nécessité dans la motivation des individus à faire partie de ces économies "souterraines". Ces éléments deviendront alors nos indicateurs de convivialité.

Cependant, avant de débiter toute analyse, voici ce que nous entendons par "économie

souterraine" puisque cela diffère de l'économie traditionnelle dont il a été question jusqu'à présent. Par ce terme et ce, tant pour l'Afrique que pour l'Europe, il est entendu toutes les activités économiques qui échappent au contrôle étatique, c'est à dire qui ne se conforment pas au système de taxes et d'impôts. De plus, nous verrons que ces activités peuvent prendre des formes illégales, frauduleuses ou n'être tout simplement pas prises en compte. Cette définition sera par ailleurs étayée afin d'être adaptée spécifiquement aux cas de l'Afrique et de l'Europe. Cependant, cet aperçu permet déjà de soulever le problème du rôle de l'État puisque selon la définition précédente, c'est lui qui par son contrôle amène à qualifier de "souterraines" les activités qui lui échappent. En premier lieu, voyons quelle est la genèse de ces économies.

A. HISTORIQUE

Un bref aperçu de l'histoire africaine et européenne sera donné. Il s'agit simplement ici de replacer les divers comportements humains selon les contextes qui les ont motivés.

1. Le cas de l'Afrique

La notion d'économie, souterraine ou non, renvoie à celle de l'emploi qui elle-même se réfère à l'éducation. Bien que ce cheminement soit très schématisé, il permet de voir qu'il est opportun de se pencher vers l'éducation pour y trouver les traces de la genèse de

l'économie souterraine. En Afrique, tout au long de la période coloniale, l'éducation se résumait à la formation de manoeuvres plutôt que de gestionnaires ou d'administrateurs. De ce fait, le développement industriel amorcé laissait de côté les masses en en faisant des personnes "non-conformes" puisqu'incapables de se fondre dans le système qui n'avait que faire de tous ces bras, pour ainsi dire sans tête. Avec l'indépendance, le malaise s'est amplifié car si quelques cadres administratifs de même que différents agents africains ont été formés à la hâte pour remplacer les colons, très peu a été fait pour les masses. On croyait implicitement qu'avec le développement industriel, la main d'oeuvre venant des secteurs dits "traditionnels" serait peu à peu absorbée. La croissance économique liée à cette expansion permettant alors d'autres investissements donc, des créations d'emplois. Cependant, ceci était toujours pensé dans une perspective européenne et faisait peu cas des réalités africaines. On y retrouve également l'imprégnation de la mentalité rostowienne décrite dans le chapitre précédent. Par exemple, on oubliait que peu de pays détenaient les ressources nécessaires pour gérer un développement industriel. Ainsi, il a fallu constater que non seulement le développement industriel n'entraînait pas forcément l'accumulation de capital, mais que de surcroît, celui-ci n'avait que peu d'impact sur le reste de la société et donc sur la création d'emplois (Hugon, 1977: 3).

En fait, l'industrialisation amena surtout une forte explosion urbaine, les paysans ayant eux aussi reçu le message de la colonisation où il était clair que le travail de la terre était réservé aux sous-hommes. Cependant, ces individus se retrouvaient en ville sans aucune chance d'obtenir un emploi dit "moderne". Ils ne possédaient en effet, ni la maîtrise de la langue, ni la possibilité d'acquérir le savoir faire nécessaire pour accéder à un poste dans ce

secteur moderne, qui les auraient fait devenir des éléments intéressants pour le système (Diakité, 1986: 42). De ce fait, il apparut un chômage urbain où les individus souffraient d'une pénurie de biens de consommation car, d'une part les biens de consommation "modernes" étaient inabordables et, d'autre part, ceux "traditionnels" n'étaient plus produits en ville. Une solution urgente était nécessaire. Celle-ci se concrétisa dans la naissance de l'économie souterraine. On ne peut ici, de prime abord, déceler de caractères de recherche de convivialité qui aurait amené à ces économies. Il s'agit purement de répondre à des nécessités.

Puisqu'il est plus particulièrement question du Sénégal, il convient de le situer plus précisément. Sur cinq millions de personnes, plus d'un million est concentré dans les villes. De plus, le Sénégal, bien que considéré comme l'un des pays les plus développés du Sahel, voit cinquante pour cent de sa population active gagner sa vie dans l'économie souterraine (Dick, 1986: 12). Les industries ont ici contribué à augmenter l'emploi, cependant pas suffisamment pour absorber la main d'oeuvre issue de l'exode rural et de l'immigration. Ainsi, s'il existe environ soixante grandes usines et deux cent cinquante P.M.E, il y a également cinquante milles entreprises "informelles" (Dick, 1986: 30).

Pour ce qui a trait à l'économie souterraine, de même que nous allons constater qu'il existe des différences entre le Nord et le Sud, il faut voir que des divergences s'opèrent au sein même de l'Afrique. Pour illustrer ceci, la comparaison simple de deux villes d'Afrique de l'Ouest suffit. Ainsi, Ouagadougou, capitale du Burkina Faso a une économie souterraine plus massive que celle de Dakar au Sénégal puisque soixante treize pour cent de la population

active s'y retrouve. Dakar étant une ville plus occidentalisée, nous y retrouvons moins de métiers traditionnels "modernisés" et plus de nouveaux travaux tels que ceux de réparation de voiture, de tapisserie de meubles ou encore de la menuiserie métallique (Dick, 1986: 77). Ceci permet de voir, entre autre, combien l'influence étrangère est importante.

2. Le cas de l'Europe

Les causes de développement de l'économie souterraine en Europe ne diffèrent pour ainsi dire pas de celles de l'Afrique. En effet, avec les débuts de l'industrialisation, de petits métiers ont alors vu le jour dans les villes pour pallier à certaines nécessités. La population, surtout à la suite d'un exode rural massif, s'était aussi retrouvée dans de grands centres urbains qui n'avaient rien pour répondre à leurs besoins. Par contre, les raisons qui font que cette économie se perpétue alors que l'industrialisation est un fait acquis pour les pays européens, sont toutes autres. Son contenu est aussi différent. Ainsi, comme il s'agit d'économie et que nous voulons mesurer la part qui échappe au Produit National Brut, le bénévolat et le travail domestique non rémunéré sont pris en compte. En Afrique, une telle conception ne pourrait être envisagée. En effet, la notion de bénévolat n'est pas une réalité africaine. On effectue des choses pour sa propre famille, souvent élargie, comme elle nous rendra la pareille, plus tard, si ce n'est dans l'immédiat. En Europe, des facteurs tel que l'avancement de l'âge de la retraite amène des personnes encore jeunes à une relative oisiveté ce qui augmente le potentiel de bénévoles. Encore une fois, le fait qu'une personne puisse être oisive, et ceci encore plus à un jeune âge, échappe à la réalité africaine.

Les causes du développement de l'économie souterraine qui ressortent dans à peu près toutes les études sur le sujet sont celles du chômage croissant, de la réduction du temps de travail, de l'anticipation de l'âge de la retraite, du poids de plus en plus lourd des charges fiscales et sociales et enfin, des insuffisances de revenus. Comme dans le cas de l'Afrique, c'est la nécessité qui aurait conduit à la création de ces économies. Cependant, à ces derniers s'ajoutent des facteurs d'ordre psychologiques comme le plaisir d'échapper à la mécanisation et à la division du travail en réalisant seul un objet, ou encore de travailler dans une petite unité de production où il existe encore des rapports humains (Pestieau, 1989: 131). Il est également question de remise en cause de l'État providence, les individus se sentant d'une part, mal soutenus par leurs dirigeants et aspirant d'autre part, à une certaine prise en charge de leur destinée. De ce fait, ainsi que par leurs actions, ils vont être amenés à rejeter le système, c'est à dire les règles que l'État leur a fixées.

Ces éléments cadrent parfaitement avec l'idée d'une recherche de convivialité. En effet, il s'agit de chercher à améliorer son mode d'existence en utilisant de façon modifiée ce qui est offert, ou encore, en effectuant une sélection. Ici, les individus semblent avoir voulu préserver leurs emplois, mais en même temps ils ont cherché à se dégager de la pression du système. Soit à cause des rendements imposés et de la déshumanisation des activités, soit en raison de la part trop grande que l'État prenait dans le contrôle de leurs vies par le biais de leurs emplois. Cependant, tout en rejetant cet État providence, il est important de noter qu'en Europe la majorité des travailleurs au noir bénéficient tout de même de la "générosité" étatique avec le système d'allocations. Ce qui démontre d'une part, que tout n'est pas rejeté, et souligne d'autre part, une différence avec les travailleurs africains qui eux sont totalement

livrés à eux-mêmes.

Que ce soit par nécessité ou par recherche de convivialité, et puisqu'il a été question de statistiques pour le Sénégal, il a été évalué que soixante pour cent du P.N.B français est effectué dans l'économie souterraine (Pestieau, 1989: 191).

Des différences énoncées précédemment découle une conception, de même qu'un fonctionnement dissemblable, pour les économies souterraines d'Afrique et d'Europe, plus précisément du Sénégal et de la France. Qu'en est-il exactement?

B. LES ÉCONOMIES SOUTERRAINES D'AFRIQUE ET D'EUROPE

Nous rappelons ici que s'il est question d'économies souterraines plutôt que de secteur traditionnel, c'est qu'il a fallu adapter les termes et les situations afin que l'Europe et l'Afrique puissent être comparées. En effet, l'économie souterraine englobe plus que le secteur traditionnel. On déborde des seuls marchés et du travail des femmes.

1. L'économie souterraine en Afrique

Il conviendrait tout d'abord de définir ce qu'est l'économie souterraine pour que celle-ci puisse se positionner face au secteur traditionnel qui lui est préféré. Cependant, quel que soit le titre attribué à cette économie, les définitions qu'on en donne s'accordent sur bien des points. Ainsi, le marché "souterrain" présente les caractéristiques suivantes: des emplois

nécessitant un court apprentissage, souvent sur le tas; des individus à leur compte avec des investissements provenant d'une épargne personnelle, d'emprunts à des parents ou encore à des usuriers; des employés à temps partiel; des domestiques; des chômeurs ainsi que toute une série d'activités plus ou moins légales. Cette économie est parfois également marquée par le mode de vie traditionnel puisque très proche des individus, de leur culture voire même de leur religion. Enfin, un esprit imaginaire empreint de courage et de persévérance fait de l'économie souterraine africaine, un domaine où règne le marchandage qui par ailleurs permet des revenus relativement élevés par rapport à ce que les autres travailleurs reçoivent dans l'économie strictement légale (Touré, 1985: 287-88).

Ceci amène à la définition d'une économie de "*débrouillardise*" où de petites activités marchandes ont pour rôle essentiel la création d'emplois, l'acquisition d'un savoir faire, la distribution de biens, de services et de revenus. Ceci se fait, entre autre, par le biais du marché de l'occasion où, par exemple, les revendeurs fractionnent les produits qu'ils se sont procurés chez les grossistes, les adaptant ainsi au pouvoir d'achat des individus. Une multitude d'activités caractérisées par leur petite échelle, leurs technologies précaires et le faible investissement qu'elles nécessitent, entreraient ainsi dans ce système "*D*" (Archambault, 1984: 184). Cependant, accepter cette définition, c'est faire fi des évolutions de l'économie souterraine depuis les années soixante-dix, moment où bon nombre de chercheurs se sont penchés sur ce "*secteur informel*" qu'ils découvraient et voyaient comme englobant "*les activités non capitalistes mais largement monétarisées qui sont organisées sur une petite échelle principalement en milieu urbain*" (Hugon, 1977: 8). En fait, il faut voir que plus qu'une solution de survie, les activités de l'économie souterraine entraînent des

revenus qui eux-même amènent à la création d'autres emplois. De plus, elles permettent d'employer des travailleurs à un meilleur niveau de qualifications, même s'il n'y a pas eu de scolarisation à proprement parler. Enfin, de plus en plus d'activités traditionnelles s'y trouvent "modernisées" parce qu'une technologie intermédiaire, voire moderne leur est adaptée, de même que d'autres activités ont surgi faisant parfois concurrence au "secteur moderne". D'autre part, nous verrons dans la section suivante que la notion d'emploi mouvant, touchant parfois toute une famille ou englobant différentes tâches est en voie de disparition.

En ce qui concerne Dakar, l'économie souterraine y est très compétitive dans la mesure où elle procure des produits bon marché, qu'elle écoule facilement du fait de la proximité entre producteurs et consommateurs. Elle est aussi accessible aux citoyens puisqu'elle se concentre dans le centre ville ou encore dans les zones industrielles (Dick, 1986: 48). On remarque ici que même si l'on a vu précédemment que c'est la nécessité qui est à l'origine de l'économie souterraine qui, on le voit, rejoint notre définition du secteur traditionnel en passe de devenir convivial, celle-ci ne semble pas évoluer dans un esprit de contrainte. En effet, elle permet aux individus de rester proches, de préserver leur culture et leur religion: en somme, d'évoluer dans un milieu qu'ils comprennent et contrôlent, parce qu'ils le définissent encore. On voit également que la modernité n'est pas pour autant rejetée dans la mesure où l'on "modernise" certaines activités souterraines. Il ne s'agit pas non plus de quelque chose de marginal car il est possible d'entrer en compétition avec le "moderne" puisque l'on rejoint les besoins des consommateurs.

2. L'économie souterraine en Europe

Pour une définition de l'économie souterraine en Europe, Pierre Pestieau donne un tableau assez représentatif regroupant *"l'ensemble des activités économiques qui se réalisent en marge des législations pénale, sociale, ou fiscale ou qui échappent largement aux recensions du comptable national. Elles sont donc soit illégales [...] soit frauduleuses [...] soit non comptabilisées"* (Pestieau, 1989: 9). Ainsi, l'utilisation du terme "souterrain" implique que les individus échappent à l'État. Sans État, le contrôle devrait être supprimé de même que le concept d'activité souterraine puisqu'il n'y aurait plus d'organe de sanction à déjouer. C'est peut-être ce que recréent les individus en Afrique qui, en travaillant massivement dans l'économie "cachée" ignorent le paiement des taxes et des impôts, comme avant la colonisation qui leur apporta le système étatique. Il est donc question de légalité plutôt que d'activités différentes par rapport à ce qui se passe dans l'économie "normale".

Ainsi, la liste des activités considérées comme souterraines en Europe regroupe trois catégories. La première est caractérisée de *"délictuelle"* (sic) et concerne les transferts comme les vols ou les fraudes à l'assurance; la production et la distribution de biens tels que les stupéfiants ou la pornographie; la production et la distribution de services de prostitution, les jeux et enfin, l'industrie du crime. La seconde catégorie renferme les activités frauduleuses telles que la fraude fiscale ou le travail au noir. Enfin, il y a les activités non marchandes que sont le travail domestique ou le bénévolat (Pestieau, 1989: 26).

Ainsi, si nous voulons comparer ce schéma avec la situation qui prévaut en Afrique, un certain parallèle peut être fait entre travail au noir en Europe et l'économie souterraine

africaine. En effet, le travailleur au noir est défini comme une personne n'ayant peu ou pas de qualifications et qui, de ce fait, ne trouvant pas d'emploi sur la marché officiel, accepte des travaux non déclarés. Les emplois contractés sont souvent temporaires. Il est également question de personnes ne pouvant pas travailler légalement, comme les immigrants. Ce phénomène est également d'actualité en Afrique. Enfin, le travail au noir produit aussi tout un tas de petits réseaux d'ateliers qui fournissent des biens et des services à des coûts avantageux et adaptés à la demande en raison de leur flexibilité. Il est ainsi proposé divers schémas spécifiques du travail au noir qui permettent de retrouver non seulement une structure, mais également plus de ressemblances avec l'économie souterraine africaine. Le modèle de Marie-Annick Barthe retrace trois catégories de travail au noir ou "*non déclaré*" qui vont du travail salarié mais non répertorié à la double activité en passant par le travail indépendant qu'elle qualifie de "*à la demande*". Le travail salarié est "*au noir*" parce qu'il n'est pas déclaré par l'employeur ou par le travailleur; parce que toute une famille travaille dans une unité de production et qu'un seul membre est enregistré légalement comme employé; enfin, parce que le travailleur n'a pas de statut légal ou encore n'est plus habilité à travailler, comme le serait un retraité. Le travail "*indépendant à la demande*" englobe pour sa part, une sous-évaluation de sa production par le chef d'entreprise ou par le producteur lui-même; le travail par une personne qui n'est pas habilité à travailler. Enfin, la troisième catégorie regroupe les artisans clandestins (Barthe, 1988: 85-88).

Ces descriptions tant de l'économie souterraine africaine que celle de l'Europe amènent à la question de la signification de tels systèmes économiques au sein de ces sociétés. Pour sa part, l'économie souterraine africaine diffère-t-elle réellement de l'économie dite

"moderne"? Laisse-t-elle présager quelque chose de nouveau à venir? Quant à celle de l'Europe pourrait-elle envisager un nouveau modèle où la fonction de l'État serait inutile, et si oui, à quoi a servi ce dernier jusqu'à présent? Enfin, il s'agira de voir au travers de ceci, si l'une et l'autre de ces économies souterraines se dirige vers un système de convivialité.

C. LA SIGNIFICATION DE CES ÉCONOMIES

L'explication de l'existence de ces économies n'est, en fonction de ce qui a été vu précédemment, certainement pas la même pour les deux pays. Il est donc pertinent de les analyser.

1. L'économie souterraine en Afrique: Un retour à la conformité ou une ébauche de convivialité?

Puisque l'évolution du travail dans l'économie souterraine a été mentionnée plus haut, force est de constater que même si le commerce et l'artisanat restent très répandus, un nombre croissant d'emplois "modernes" liés au bâtiment ainsi qu'à la réparation des véhicules voit le jour. En fait, l'économie souterraine empiète de plus en plus sur le "secteur formel" en modernisant ses activités. Par exemple, il a été rapporté que certains mécaniciens qui travaillent pendant quelques années dans la "légalité", se mettent ensuite "à leur compte", mais cette fois-ci dans l'économie souterraine. La même chose se produit avec les fabricants

de meubles (Granotier, 1980: 72). L'économie souterraine a aussi été vue comme un tremplin permettant d'obtenir une qualification rendant possible l'entrée dans le système "moderne". Cette économie aurait ici une fonction d'éducation plutôt que de déviance par rapport au système. Elle serait donc quelque chose de positif dont on se servirait pour pallier aux manquements du secteur moderne.

Ainsi, cette économie "parallèle" absorbe une bonne partie du surplus de la main d'oeuvre que le secteur moderne a rejeté. Elle est importante puisqu'elle crée non seulement des emplois mais elle comporte également trois autres fonctions qui, bien qu'issues de la première, ne sont pas à négliger. Ainsi, l'économie souterraine permet l'offre et la distribution de biens qui ne sont pas pris en compte par le "secteur formel" et qui touchent des domaines tels que la production manufacturière, le commerce ou le transport. La seconde fonction est la possibilité de recycler et d'économiser. En effet, en dehors des aliments, les biens sont souvent élaborés à partir de matériaux de récupération rejetés par la société "moderne". Enfin, la troisième fonction est la possibilité d'accumuler du capital. Ceci se réalise par l'intermédiaire de petits entrepreneurs qui finissent par créer des entreprises dans lesquelles ils vont, à leur tour, employer d'autres travailleurs (Granotier, 1980: 45-46). L'économie souterraine apparaît ici comme un tremplin permettant d'entrer dans la conformité car ces petites entreprises finissent bien souvent par devenir légales. Il est ainsi possible de dire que les caractéristiques énoncées ne sont pas contraires à celles de l'économie "légale" ou "moderne".

Il convient à présent de se pencher plus avant sur les mécanismes qui régissent cette économie. En premier lieu, lorsque l'on s'aperçoit que les entrepreneurs n'ont pas accès au

financement bancaire du système "moderne", on se demande comment ils contournent cet obstacle. Il a été souligné que les familles entraînent en jeu dans ce domaine, cependant il existe également d'autres réseaux. En effet, des banquiers "*spéciaux*" parfois qualifiés de "*banquiers des pauvres*", sont apparus. Ils se déplacent pour rencontrer leurs clients et ne demandent ni les dépôts, ni les garanties des banques "*officielles*". Toutefois, une fois leurs tournées effectuées, ces banquiers -pour le moins originaux- entrent tout à fait dans la conformité. En effet, ils vont déposer les épargnes récoltées dans les grandes banques, celles-là même qui interdisent l'entrée aux petits épargnants. En fait, ces individus ne sont que des intermédiaires entre le système "moderne" et les petits travailleurs qui ne remplissent pas les conditions pour avoir un compte en banque et accéder aux services de celle-ci. Nous voyons ici que l'économie souterraine n'est pas dépourvue de structures, puisqu'elle s'en est trouvée une lui permettant d'accéder au "formel". Cependant, il ne faut pas perdre de vue que cette structure adaptatrice, profite également à l'économie "moderne" puisqu'elle lui permet de garder la main mise sur tous les capitaux aussi modestes qu'ils soient (Touré, 1985: 241-242). Toutefois, cette articulation du "*non-officiel*" à "*l'officiel*" permet aux acteurs de l'économie souterraine de s'approvisionner en matières premières ou en biens d'équipement dans l'économie "moderne". Une fois de plus, l'argent ne sort pas du système. Un schéma similaire peut être suivi au niveau des opérateurs économiques. En effet, l'économie souterraine peut se présenter comme une réserve de main d'œuvre pour l'économie "moderne" qui bénéficie alors de la situation puisque cela lui permet de faire jouer la concurrence donc, de baisser les salaires offerts.

Il est important de noter que le fait d'être une économie souterraine n'implique pas que

l'entrée y soit libre. En effet, des réseaux d'exclusion sont répertoriés. Par exemple, il existe des marchés contrôlés par certaines ethnies ou encore, des activités qui doivent se conformer à des normes sociales (Archambault, 1984: 184). Ainsi, à Dakar, bien que les entrepreneurs de l'économie souterraine ne soient pas membres de coopératives officielles, ils ont édifié leurs réseaux officieux d'associations qui possèdent certains critères d'entrée. De même, il existe des groupements religieux, corporatifs ou privés (Dick, 1986: 53).

Pour ce qui a trait à la petite taille des entreprises, il ne faut pas y voir un simple désir de s'accrocher au traditionnel. En effet, s'il existe une croissance faible c'est uniquement à cause d'un manque de crédits ou de débouchés. De plus, s'il y a augmentation de la demande, les entrepreneurs sont plus tentés par la création d'autres unités de production plutôt que d'accroître la taille de leurs entreprises car ils ont bien compris que c'était souvent leur petite taille qui faisait leur force. Ils cherchent également à moderniser leurs unités de production. Sur ce point, les tailleurs sénégalais sont un exemple représentatif d'une activité traditionnelle modernisée qui a même fini par faire concurrence au "secteur moderne". Tant et si bien d'ailleurs, que ce dernier essaie parfois de faire pression sur le gouvernement pour que soient supprimées ces activités qui lui portent atteintes.

Ce tableau succinct de l'économie souterraine montre que toutes les activités ne peuvent pas être répertoriées comme "informelles" car il existe bien une certaine structure où se perçoit d'ailleurs l'empreinte du système capitaliste. En fait, s'il existe un mode de production non-capitaliste pur, c'est surtout chez les sculpteurs et les cordonniers qui utilisent encore des outils rudimentaires et qui connaissent toujours le système du travail familial. Cependant, une évolution dans ce sens est notée de même qu'une aspiration à plus de

compétitivité se concrétise avec la division du travail qui s'amorce. Ainsi, la majorité des activités se trouvent intégrées dans l'économie urbaine capitaliste. Ceci répond d'ailleurs à une nécessité car les travailleurs de l'économie souterraine, pour se fournir dans le "secteur moderne" ont besoin de fonds et pour accumuler ce capital ils doivent être compétitifs, donc se conformer au modèle en vigueur (Dick, 1986: 85).

Cependant, à la différence des paysans et des artisans "réguliers", les travailleurs de l'économie souterraine sont propriétaires de leurs instruments de travail et échappent ainsi, en partie, à une dépendance vis à vis du capital. Ils sont en quelque sorte maîtres de leurs destinées, n'étant tributaires que de la conjoncture économique (Touré, 1985: 11). C'est le point commun entre les travailleurs de l'économie souterraine africaine et ceux du travail au noir en Europe. Enfin, nous voyons qu'actuellement les travailleurs se servent surtout de l'économie souterraine pour entrer dans la conformité. Cependant, cela ne veut pas dire qu'ils s'écartent pour autant d'une société conviviale. En effet, cela démontre plutôt qu'il existe un certain potentiel pour que la convivialité se développe d'avantage -puisque'elle le fait jusqu'à un certain point- afin non pas de rejoindre le système moderne, mais plutôt de le surpasser.

2. L'économie souterraine en Europe: un retour à la liberté? Une ébauche de convivialité?

En France, subsiste l'idée que le travail au noir existe parce que les individus sont soit déçus par l'État providence, soit échaudés par un même État qu'ils jugent trop répressif. De ce fait, les travailleurs clandestins ont décidé d'adopter un comportement de "*débrouillardise*" afin de reconquérir leur statut de personnes libres et responsables. Selon eux, le système leur

a dérobé ce dernier, en les transformant en quasi-esclaves par la biais de la mécanisation, l'automatisation et autres. Ainsi, tel le chef d'entreprise lorsqu'il effectue une nouvelle opération sur le marché, le travailleur de l'économie souterraine prend des risques. En effet, il évalue les sanctions qu'il encourt en fonction des bénéfices qu'il peut retirer d'une activité illégale. Il agit donc en bon gestionnaire qui essaie de maximiser ses profits (Barthe, 1988: 29). Il n'y a donc pas là de réel comportement marginal. De plus, il persiste en France des notions qui font que certaines illégalités sont perçues comme acceptables, telles que la fraude aux impôts ou le travail au noir, auprès des consommateurs qui en retirent les bénéfices.

De même que pour l'Afrique, il existe en Europe des phénomènes d'exclusion dans le travail au noir. Pierre Pestieau mentionne à ce sujet une enquête effectuée en Grande Bretagne d'où il ressort que certains travailleurs sont trop pauvres pour avoir accès à l'économie souterraine. Ceci, d'une part parce qu'ils ne peuvent pas entrer dans les réseaux informels de communication tels les bistros où ils pourraient prendre connaissance des emplois offerts, et d'autre part, par manque d'argent, ils ne peuvent pas se procurer les outils nécessaires à la réalisation de certaines tâches (Pestieau, 1989: 125). En fait, il faut voir que l'accès au travail au noir fonctionne comme celui du travail légal. Nous retrouvons ainsi les mêmes filières d'information, c'est à dire les amis, les annonces ou les entrevues; ainsi que les mêmes caractéristiques d'embauche, les faibles et les personnes âgées étant écartés. On constate ainsi que plus un travailleur répond aux critères du marché légal, plus il a de chances de trouver un emploi dans l'économie souterraine (Barthe, 1988: 59). Cependant, il ne faut pas non plus négliger le fait que le travail au noir crée une certaine solidarité en favorisant les contacts au sein des petites unités de production. Ces contacts viennent du fait que les

consommateurs des produits du travail au noir en sont souvent les producteurs. Enfin, de la même manière qu'en Afrique, c'est aussi bien souvent le manque de capitaux qui freine le développement de l'économie souterraine européenne.

Cependant, ce premier constat d'un sentiment d'oppression ressenti par les Français face à l'État amène à rechercher pourquoi ce dernier a été constitué de prime abord. En fait, il s'avère que celui-ci voit son utilité dans le fait que les diverses activités économiques sont liées entre elles et qu'il faut une structure pour éviter les conflits ou les engorgements dans certains secteurs. De plus, le fait qu'il y ait une instance pour juguler les conflits, limite le temps perdu en discussions interminables. Ainsi, l'État se verrait légitimé, et ce, pour ce qui a trait à l'économie, par le fait qu'il permette d'une part d'économiser des fonds en gérant bien les activités économiques et d'autre part, de gagner du temps en limitant les affrontements (Barthe, 1988: 30). Cependant, avec la montée de l'individualisme, les Français sont amenés à rejeter les règles collectives. De plus, certaines personnes, tels que les immigrants clandestins, n'ont pas d'autres choix que de rechercher un travail au noir pour lequel leur statut convient à merveille. A ceci s'ajoute le phénomène de pénurie, engendré soit par des économies de rationnement comme durant les périodes de guerres ou encore, dans des situations où les familles même en travaillant dans la légalité, n'arrivent pas à vivre décemment. Celles-ci ont donc recours à un travail clandestin supplémentaire (Barthe, 1988: 30).

Enfin, deux autres facteurs amènent un certain engouement pour le travail au noir. Le premier est un phénomène d'oisiveté inhérent aux mesures telles que les réductions du

temps de travail, les pré-retraites, le travail à temps partiel. Le second est celui des chômeurs qui tout en touchant leur allocation de chômage effectuent un travail non déclaré. Ainsi, certains individus trouvent des raisons de contourner la légalité qui sont assez attractives pour qu'elles leurs fassent prendre quelques risques. Pour ce qui est d'une orientation vers une société conviviale, il semble que le fait que les individus recherchent également à améliorer leurs conditions d'existence soit, comme dans le cas de l'Afrique, la preuve qu'il existe un certain potentiel pour qu'ils y parviennent. Il suffirait peut-être simplement que les énergies se concentrent dans une même direction plutôt que vers la rébellion, ce qui semble avoir été le cas jusqu'à présent.

Ainsi, pour ce qui a trait à l'Afrique, il a fallu se rendre compte que le développement industriel ou plutôt les conditions dans lesquelles il a été entrepris, a été bien plus une erreur qu'un générateur de débouchés pour l'économie. L'évolution vient de l'économie souterraine qui est en pleine expansion et qui non seulement crée des emplois, mais favorise un développement "*endogène et auto-centré*" (Dick, 1986: 7). Cependant, dire qu'il s'agirait d'un "secteur" à part serait une erreur en raison de toutes les similitudes de l'économie souterraine avec celle considérée comme formelle. De plus, les activités dites "informelles" ne peuvent qu'appartenir au système de production régulier et capitaliste en raison de la monétarisation. Elles sont aussi poussées dans ce sens par l'évolution des habitudes de consommation et les échanges fréquents qui font que "formel" et "informel" se recourent. Ceci, soit par le biais des salaires, par la qualité des produits, ou encore dans l'organisation du travail. En fait, la seule chose qui semble différer, c'est la taille des unités de production et le fait que l'économie souterraine permet de répondre à une demande de produits de

consommation spécifiquement africains qui ont été rayés du système moderne occidentalisé. Cependant, même dans ce cas, les acteurs de l'économie souterraine se comportent en bons entrepreneurs, répondant à une demande que le marché n'avait pas encore satisfaite. Pour l'instant -et ceci est à souligner- l'économie souterraine n'est qu'un maillon du système de production mis en place. En effet, elle permet d'une part, qu'il n'y ait pas d'explosion sociale bien que la majorité des individus n'ont pas de place toute désignée dans une société qui les a pour ainsi dire oubliés, et d'autre part, grâce à certains "détours", elle fait participer à peu près tout le monde à l'économie. Par exemple, on a parlé du système de banque des pauvres. Nous suggérons à nouveau que c'est une réelle ébauche de convivialité puisque les individus tentent de s'adapter à leur environnement en inventant des mécanismes particuliers. Une fois qu'ils se seront rendu compte qu'ils peuvent se servir de ces derniers -non pas pour rejoindre le système moderne mais pour le surpasser- ils entreront dans la convivialité.

Du point de vue de l'Europe, mais surtout de la France, nous avons découvert une économie souterraine qui sert essentiellement à augmenter les revenus des individus sans distinction de statut social. Le sentiment "gratifiant" d'effectuer quelque chose qui n'est pas contrôlé est aussi à prendre en compte. Par ailleurs, le travail au noir est celui qui se rapproche le mieux de ce que nous voyons en Afrique où il permet à certains individus, plus ou moins rejetés du système, de participer finalement au modèle dominant en temps que producteurs mais également en temps que consommateurs. Pour les plus riches, l'économie souterraine les fait sortir de la conformité car ils deviennent fraudeurs, mais cela n'a pas d'importance puisque leur but est l'enrichissement et non le conformisme.

En conclusion à ces deux analyses, nous voyons que le modèle européen est tellement ancré, que les Africains, dans leur désir de trouver des solutions à leur rejet de la société "moderne" ont fini par recréer un système qui en réalité, n'est que l'image du premier. A la différence près que cette fois-ci, ils y ont une place. De plus, cette "place" se trouve être transposée dans le système dominant dont elle fait, somme toute, partie intégrante. Du côté de l'Europe, même si les buts ne sont pas les mêmes de prime abord, nous parvenons également dans l'économie souterraine à une certaine reconstruction du système légal. Ainsi, nous pouvons dire qu'une partie du secteur traditionnel africain est belle et bien modernisée, voire occidentalisée et qu'elle se définit alors comme souterraine. Elle diffère ainsi de ce que nous avons défini comme secteur purement traditionnel dans le premier chapitre. Notre hypothèse de convivialité est donc toujours valide d'autant plus que nous venons de suggérer que l'économie souterraine apporte elle aussi des éléments de convivialité. Avant de pouvoir appliquer directement le concept de société conviviale, à la situation qui nous préoccupe, à savoir les marchés, nous allons tout d'abord nous pencher sur les conditions de vie et de travail des acteurs de ces microcosmes: les femmes ouest africaines.

CHAPITRE III

LE TRAVAIL DES FEMMES OUEST AFRICAINES URBAINES

Dans l'étude qui suit, nous allons chercher à savoir si les femmes ouest africaines, de part leur statut et leur mode de vie, reflètent les comportements d'un groupe dépendant. Ceci afin de vérifier si ces femmes sont en position de choisir une voie de développement qui soit conviviale. Pour ce faire, nous définirons les termes de dépendance et d'autonomie. Un bref aperçu de la théorie de la dépendance sera également exposé.

L'évolution du statut de la femme ouest africaine urbaine de 1970 à nos jours sera ensuite étudiée. Cette période a été choisie car c'est à l'aube des années soixante-dix que les phénomènes d'urbanisation galopante, qui ont révolutionné les modes de vie, sont apparus. C'est aussi le moment où, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, la notion de secteur traditionnel a commencé à évoluer. Il s'agira ici de voir quelle place la structure de la société a réservé -et réserve- à la femme ouest africaine.

Cette approche structurelle terminée, nous chercherons à voir comment les femmes réagissent vis à vis du statut que leur confère la société. On dressera ensuite un schéma de leur mode de vie.

Enfin, nous replacerons globalement les femmes dans la société ouest africaine pour

discuter de leur dépendance ou de leur autonomie au sein de cette dernière, d'une part, dans le cadre du système ouest africain et d'autre part, dans celui des systèmes étrangers. Regardons d'abord ce que nous entendons par dépendance et autonomie.

Par dépendance, nous entendons "*le fait pour une personne de dépendre de quelqu'un ou de quelque chose*". Comme synonyme, on trouve entre autre "*obéissance, servitude, soumission, subordination ...*", de même que l'on parle de quelqu'un qui se trouverait "*sous la coupe*", "*sous l'emprise*" ou le "*joug*" d'autres individus (**Petit Robert**).

Cette définition peut s'insérer dans le cadre de la théorie de la dépendance qui traite non pas de la dépendance de l'individu mais de celle d'un pays, voire d'une région entière. Cette thèse est liée aux théories néo-impérialistes, qui font suite aux idées d'Hobson et de Lénine, lesquelles soutiennent que les anciennes puissances coloniales ont toujours le contrôle des pays autrefois colonisés grâce à leur position de leader dans l'économie du marché mondial, de même que par le poids des entreprises transnationales (**Giddens, 1991: 667**).

Cette théorie a été développée en Amérique du Sud par des théoriciens tels que Fernando H. Cardoso et Celso Furtado. Pour eux, "*global society has developed unevenly, such that the main core of the industrialised world (United States, Europe and Japan) has a dominant role, with the third world countries being dependant upon it*", de même la dépendance est essentiellement vue comme "*the reliance of the third world countries upon selling cash crops to the developed world*" (**Giddens, 1991: 667**).

Avec A. Gunder Frank, on parle également de "*centres métropolitains*" autour desquels gravitent des "*satellites*" que sont les pays du Tiers Monde. Leur économie est dépendante

de celle des pays plus développés et ceci les poussent peu à peu à un appauvrissement croissant. D'où, et toujours selon les termes de Gunder Frank, un "*développement du sous-développement*" (Giddens, 1991: 668).

En définitive, les théories de la dépendance sont surtout axées sur la position de supériorité des pays industrialisés sur ceux qui ne le sont pas ou peu, et qui leur permet de maintenir cette domination dans tous les rapports qu'ils entretiennent. Dans l'étude présente, il s'agit de voir si les femmes ouest africaines urbaines sont une sorte de périphérie dominée par le centre, représenté par les institutions ou encore par les hommes qui évoluent dans leur société. A l'inverse, elles se définiraient comme des personnes autonomes.

L'autonomie se définit comme étant "*le droit de se gouverner par ses propres lois*", ou encore de façon plus philosophique "*le droit pour l'individu de déterminer librement les règles auxquelles il se soumet*" (Petit Robert). En bref, on parle de liberté.

Ce qui veut dire qu'une personne autonome est un individu qui "*s'administre lui-même* [qui est] *indépendant, libre, souverain*" (Petit Robert).

Ces quelques éclaircissements quant aux notions de dépendance et d'autonomie vont permettre, une fois brossé le tableau du statut et du mode de vie des femmes africaines, de voir dans quel cadre les situer et pourquoi.

A. LEUR STATUT À L'AUBE DE L'AN 2000.

Il est très difficile de parler d'un statut unique de la femme ouest africaine. En effet, ce dernier change selon les lois qui opèrent dans les sociétés. Ces changements de statut sont d'autant plus grands que l'on étudie le problème dans le temps. Ceci s'explique entre autre, par le fait que toutes les sociétés tendent de plus en plus -ou sont poussées- vers une ouverture sur le monde, ce qui les amènent à une certaine homogénéisation des perceptions et par la même, à une prise de position identique vis à vis des femmes.

Dès le début des années soixante-dix, Kenneth Little, dans son livre African Women in Towns, présentait la ville comme un lieu de changement du statut féminin. En effet, c'est en ville que naissent et se propagent comportements et idées nouvelles. Ceci, en raison de l'urbanisation galopante qui amène les individus à se redéfinir en fonction de leurs nouvelles conditions de vie (Little, 1973: 12).

Par exemple, le statut élevé de la femme âgée africaine va, pour sa part, se détériorer au fur et à mesure que nous approchons des grands centres urbains. La transformation qui s'opère est la suivante: en milieu rural, la femme âgée est estimée parce qu'elle n'appartient plus au schéma binomial homme-femme attaché à la reproduction. Ainsi, ne pouvant plus être mère, elle est désormais considérée comme un homme (Little, 1973: 6). Une fois en ville, quelque soient leurs sexes, les personnes âgées vont perdre de leur prestige, pour parfois même devenir une nuisance du fait de leurs difficultés d'adaptation aux changements. Ils deviennent ainsi une charge pour les familles.

Pour parler plus précisément du statut économique des femmes ouest africaines en

milieu urbain versus celui de leurs ancêtres en milieu rural ou agricole, on note tout d'abord une certaine dégradation, puis plus tard, un rééquilibrage. En effet, en milieu rural, les femmes avaient leurs propres organisations où se déroulaient rites et initiations qui leurs donnaient alors une dimension mystique et respectable. En ville, ce statut disparaît, il n'est plus utile car il n'apporte rien au système de production. Ce facteur devenant primordial, les femmes sont dépossédées de leur savoir, non pas parce qu'elles le perdent mais parce qu'il est désormais considéré comme désuet. La situation des femmes s'aggrave d'autant plus que le savoir perdu n'est pas remplacé. En effet, comme le relate Kenneth Little (1983) au tout début de la période qui nous intéresse, c'est à dire les années soixante-dix, les femmes ont été plus ou moins écartées de l'éducation "moderne" dispensée en ville, qui leur aurait été alors indispensable pour trouver un emploi.

La structure même de la société urbanisée rejetait ainsi le fait que les femmes puissent accéder à une éducation leur permettant d'acquérir ou de reconquérir le statut de personne pouvant participer au développement de leur société. Par la suite, et notamment à cause d'un besoin de main d'oeuvre, les femmes ont eu droit à diverses formations. C'est pourquoi nous parlons plus haut d'un rééquilibrage, les femmes ayant peu à peu accès aux "nouveaux outils" -que sont l'éducation, les moyens de production ...- des sociétés urbaines qu'elles habitent désormais. Elles peuvent ainsi, en théorie, se forger un statut respectable. Cela leur permettra, entre autre, de se réorganiser en groupe distinct ayant des fonctions particulières. Nous verrons, par exemple, dans le mode de vie des femmes ouest africaines, qu'elles vont prendre une place prépondérante sur les marchés et y devenir de véritables "reines". Bien que sortant des régions ouest africaines qui nous préoccupent, le film Asante Market Women, est

un exemple pertinent (**Granada Production**, 1982).

Ainsi, le statut général -dans le sens où cela concerne la majeure partie des pays- de la femme ouest africaine urbaine est passé par trois stades d'évolution:

Au tout début des années soixante-dix, les femmes sont très peu scolarisées et leurs connaissances antérieures rejetées; elles n'ont de ce fait qu'un statut social peu élevé. Les femmes traversent donc une période floue où rien n'est défini pour elles. En effet, elles ne peuvent plus retourner en arrière pour regagner leur statut d'antan, et d'autre part, le présent ne les laisse pas évoluer vers quelque chose de différent où elles pourraient à nouveau se positionner dans la société. Pour l'instant, il ne semble pas que le temps ce soit arrêté pour elles, mais plutôt qu'il s'est effacé. En effet, on ne leurs reconnaît plus rien. C'est cependant la période où les féministes militent ardemment pour que leur "cas" soit pris en compte.

Peut-être un peu grâce ou à cause de ce militantisme, dans les années quatre-vingt, les structures de la société ont changé et les jeunes femmes ont accédé à une éducation pertinente. Cependant, si son nouveau statut lui donne la possibilité d'entrer dans les écoles, la femme africaine n'a toujours pas accès à l'emploi. En effet, si au départ ses parents voyaient son éducation comme un investissement ou encore comme un moyen pour elle d'accéder à une certaine indépendance, il y a encore des blocages dans la société qui font que la femme n'est pas la bienvenue dans tous les milieux. Par exemple, les maris ne souhaiteraient pas que leur femme travaille de peur qu'elle n'entre en contact avec d'autres hommes. Plus encore, on redoute qu'elle ne veuille pas d'enfants ou qu'elle ne s'en occupe pas. Ilsa Glaser Schuster écrivait en 1979 à propos des femmes zambiennes que *"the young woman of Lusaka and the Copperbelt came to be seen as a threat to traditional societal values and interests, a symbol*

of the loss of control of values and culture by older generation, the men, and the less well educated" (Schuster, 1979: 145). Nous voyons ici du fait de l'ambiguïté qui règne dans la société -à savoir que l'on donne la possibilité aux femmes de s'éduquer jusqu'à un certain point mais qu'on leur refuse l'accès à l'emploi- que les femmes finissent par être tiraillées entre la possibilité d'obtenir une éducation "moderne" mais avec le risque d'être rejetée, et le choix de rester dans la position qu'elles occupent. C'est dans ce climat, que la femme africaine qui décide de relever le défi du monde "moderne", devient le bouc émissaire de la société. Ilsa Glaser Schuster donne comme explication à ceci, que la société changeant vite, il survient une situation d'anomie, donc de chaos et qu'il fallut alors trouver des "coupables" à ces chambardements (Schuster, 1979: 179). Mais cette mise à l'index des femmes a surtout été flagrante dans des villes telles que Lusaka, en Zambie, et ce n'est pas un phénomène que l'on peut étendre et généraliser à l'Afrique de l'Ouest.

Cependant, au sortir des années quatre-vingt, la vision de la société sur les femmes en milieu urbain a dû changer dans la mesure où celles-ci sont de toutes façons obligées de travailler car un seul salaire, à savoir celui de l'époux, ne pourra pas subvenir aux besoins de la famille. D'autre part, il ne s'agit pas vraiment d'un changement d'attitudes vis à vis du travail des femmes, mais plutôt d'un retour aux anciennes notions africaines dans lesquelles le concept de "femme au foyer" ne saurait exister (Cordonnier, 1982: 11). En effet, la femme africaine a toujours eu à effectuer, en plus de ses tâches de mère et d'épouse, d'autres activités sociales et économiques. Le seul véritable changement qui s'opère est dans la possibilité laissée aux femmes de travailler dans des domaines nouveaux pour elles, et dans

de meilleures conditions. Les femmes commencent alors à mieux comprendre les mécanismes de leur développement.

Ce schéma d'évolution est celui que nous avons privilégié. Il existe cependant différentes visions au sujet du statut actuel des femmes urbaines ouest africaines. Ainsi, une approche libérale suggère qu'il n'y a pas eu de "progression" dans la situation des femmes, mais qu'au contraire une régression se fait sentir. Les féministes proposent deux schémas qui s'opposent. D'une part, que le statut de la femme a régressé depuis la colonisation, et d'autre part, que la femme africaine est en voie de libération par la suppression du néo-colonialisme et de l'oppression des classes. Enfin, les chercheuses du Tiers Monde rendent les féministes occidentales responsables de la situation médiocre de la femme africaine (Ndongo et Ouedraogo, 1991: 5-6). Elles pensent en effet, que ce sont ces dernières qui ont inculqué des idées émancipatrices aux africaines, les amenant ainsi à se sentir mal à l'aise dans leur propre société. Ces débats seront développés plus avant dans le dernier chapitre.

Maintenant que nous avons dressé un tableau de la position de la femme ouest africaine urbaine durant les vingt dernières années, nous allons nous pencher sur la façon dont elles se sont comportées. C'est à dire, l'attitude qu'elles ont adopté pour s'adapter à leur environnement, à savoir, leur société.

B. LEUR MODE DE VIE

Il s'agit ici de voir comment l'individu va réagir en fonction du monde qui l'entoure. C'est en quelque sorte son analyse de la situation, voire de "sa" situation qui l'amène à se comporter de telle ou telle manière afin de cadrer avec ce qu'il a perçu, lui permettant ainsi de devenir un véritable "*acteur social*" (Piron et Ringtounda, 1991: 16). C'est à dire une personne qui participe pleinement au développement de sa société.

Cependant, comme nous l'avons vu pour ce qui concerne le statut de la femme ouest africaine urbaine, nous ne pouvons pas lui assigner un mode de vie unique. En effet, à l'image de l'Européenne, la femme en Afrique de l'Ouest n'a pas de "modèle" défini. D'un extrême à l'autre, elle peut prendre une apparence et un comportement très occidentaux comme elle peut se conformer aux us et coutumes locales. En bref, il n'y a pas de stéréotype possible (Little, 1973: 6).

Par contre, et si le stéréotype n'est pas d'à propos, nous pouvons tout de même constater que la majeure partie des femmes ouest africaines urbaines trouvent un emploi dans les activités commerciales (Little, 1973: 48). C'est en effet le "moyen" qu'ont adopté les femmes pour s'insérer dans le système économique urbain. Le commerce a été un bon compromis entre la nécessité qu'avaient les femmes d'obtenir un revenu et le fait que leurs époux ne souhaitaient pas qu'elles travaillent en dehors du cercle familial. En effet, la vente leur permettait également d'exécuter leurs tâches d'épouses et de mères. Pour ce qui est du travail avec les étrangers, le problème s'est pour ainsi dire résolu puisque certains marchés ont eu une organisation presque totalement féminine.

Par ailleurs, les marchés ont permis aux femmes de recréer leur propre cercle social. En fait, c'est un peu comme si elles avaient adapté à la ville les moyens qu'elles possédaient à la campagne pour s'organiser. Ainsi, au lieu d'avoir les champs pour lieu de rencontre et d'échange, ce sont les marchés qui y font office. Kenneth Little brosse un tableau très représentatif de cette nouvelle sphère sociale où elle relate que dans les marchés *"not only are bargains to be made, but there is gossip and banter and chance to make assignments. Indeed for these reasons many West African women do not regard trade as an occupation, and not all the women in the market are interested in material gain to the same extent"* (Little, 1973: 49). Ainsi, en plus d'être un lieu de travail, les marchés offrent aux femmes la possibilité de se rencontrer et de s'organiser afin d'être plus fortes, de s'entraider et de devenir des éléments signifiants de leur société. En bref, des acteurs sociaux à part entière.

Grâce à cette nouvelle structuration, les femmes obtiennent non seulement une certaine reconnaissance pour les activités économiques -elles font fonctionner les marchés- mais également une reconnaissance sociale parce qu'elles représentent un groupe visible dont les membres s'entraident. De ce fait, elles vont peu à peu être admises dans les systèmes de formation jusque là réservés aux hommes. Cependant, c'est à cette étape qu'elles doivent de nouveau se battre pour affirmer leur fonction, car il s'agit là d'une autre sphère que celle dans laquelle elles évoluaient jusqu'à présent.

Face à ceci, certaines femmes africaines préfèrent abandonner l'idée de se tailler une carrière dans les secteurs dits "modernes", de peur d'arriver à un niveau tel qu'elles auraient, par exemple, de la difficulté à trouver un mari, celui-ci les jugeant trop scolarisées. Elles choisissent aussi parfois d'entrer "par la petite porte" du secteur moderne en effectuant des

tâches traditionnelles considérées comme féminines dans les pays occidentaux (Boserup, 1983: 143). Ester Boserup se place ici dans la première des thèses féministes énoncées plus haut selon laquelle la situation de la femme africaine serait la conséquence d'un remplacement des modèles d'autorité tribaux par des modèles occidentaux. L'idée que la domination des hommes sur les femmes viendrait de l'Occident est ainsi sous-entendue. Cependant, l'auteure amène aussi le deuxième volet de la thèse féministe en mentionnant que les femmes arrivent désormais à se sortir des carcans instaurés par la colonisation grâce aux désirs d'africanisation qui ont amené la promotion du travail des femmes dans tous les domaines (Boserup, 1983: 150). Ceci parce que l'on a finalement préféré que les femmes occupent certains emplois plutôt que de les laisser aux occidentaux.

Cependant, et bien que les femmes aient souvent beaucoup de difficultés à trouver un emploi, celui-ci fini par prendre "*même le pas sur le mariage*" (Deniel, 1985: 16). Nous voyons ici que le mode de vie des femmes urbaines de l'Afrique de l'Ouest est axé sur la recherche d'un statut meilleur, voire d'une indépendance. Pour ce qui a trait à ce dernier élément, regardons maintenant si d'après les caractéristiques énoncées jusqu'à présent, les femmes peuvent être considérées comme dépendantes ou autonomes et dans quelle situation.

C. LES FEMMES OUEST AFRICAINES DANS LE CADRE DE LEUR SOCIÉTÉ

Puisque nous avons vu qu'il existait différentes approches de la position des femmes dans la société ouest africaine, nous allons les situer d'une part, par rapport au système

africain, et d'autre part, en fonction des systèmes étrangers qui opèrent ou qui ont opéré dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Ainsi, nous pourrions voir si les femmes sont dépendantes dans les deux situations, dans aucune des deux ou encore uniquement dans l'une ou l'autre.

Pour ce qui a trait à la société africaine, nous étudierons la position des femmes commerçantes dans la mesure où nous avons vu plus haut que celles-ci avaient en partie reconstruit au sein des marchés, les systèmes d'organisation mis en place auparavant dans les campagnes. Donc, des systèmes qui n'avaient pas connus d'influences étrangères et que l'on peut ainsi considérer comme étant axés sur une culture locale. De plus, ce sont les lieux privilégiés par cette étude. En revanche, pour l'évaluation de la situation des femmes ouest africaines urbaines par rapport aux systèmes étrangers, nous l'étudierons en fonction des travaux effectués dans l'économie dite moderne, à savoir l'économie de marché. En effet, cette dernière est effectivement apparue avec la colonisation, donc par le biais d'influences étrangères. On se réfère ici à l'analyse faite dans le premier chapitre quant aux secteurs traditionnel et moderne.

Dans le cas des marchandes urbaines, nous avons vu qu'elles avaient constitué des organisations dans lesquelles elles pouvaient évoluer seules. S'étant imposées comme commerçantes, elles ont désormais la possibilité de fixer non seulement les règles sociales des marchés mais également les règles économiques (documentaire Asante Market Women, 1983). Plus encore, cette position de force peut se répercuter dans la société toute entière. Aussi, on pourrait constater généralement "*en Afrique de l'Ouest que toute assise politique solide doit s'allier la population féminine, sa participation financière, sa finesse d'analyse politique et ses relations intra-extra familiales*" (Cordonnier, 1982: 61). Nous avons ici l'image d'une

population féminine forte qui semble régir les lois économiques et sociales de sa sphère économique. Cependant, ceci ne saurait faire abstraction du fait que le fonctionnement des marchés s'inscrit lui-même dans celui de la société en général. En effet, les échanges étant monétarisés, il est impossible de dire qu'on se situe dans un système propre et unique aux marchandes. Les femmes sont soumises aux fluctuations monétaires du reste de la société. De même, si une marchande venait à manquer de liquidité, il lui faudrait désormais avoir recours à une institution bancaire, donc à une organisation appartenant à la société en général (Cordonnier, 1982: 119). En plus de la dépendance monétaire, les femmes qui se procurent leurs marchandises à l'extérieur des réseaux locaux deviennent encore un peu plus dépendantes. Ces attaches à des systèmes extérieurs étant parfois vitales, nous pouvons en conclure que même lorsqu'elles oeuvrent à l'intérieur de réseaux qu'elles ont créé ou qu'elles se sont appropriés -ici les marchés-, les femmes ouest africaines sont tout de même dépendantes de l'économie générale de leur société.

En ce qui concerne les femmes occupées dans des emplois qui appartiennent directement au secteur dit "moderne", nous pouvons, vu ce qui a été dit précédemment, les classer directement dans la catégorie des personnes dépendantes. Nous avons en effet établi que ce qui se passait à l'extérieur de la sphère locale était empreint d'une idéologie issue de la période coloniale. D'après certains auteurs comme Ester Boserup, ces femmes seraient d'autant plus dépendantes que, n'ayant pas eu accès à une instruction leur permettant d'être compétitives dans les emplois "modernes", elles se retrouvent au bas de l'échelle sociale. Elles sont aussi tributaires du bon vouloir des hommes quant à leur participation au travail "moderne" (Boserup, 1983: 158). Ceci les rend doublement dépendantes: d'une part, de

l'idéologie et de la technologie des pays anciennement colonisateurs et d'autre part, de l'idéologie des hommes, cette dernière se fondant sur un mélange de cultures locale et occidentale.

Par exemple, les Africains tolèrent que leurs femmes travaillent dans les marchés car c'est là ce qui a été établi comme étant leur domaine. Ils n'ont rien à reprocher à cet environnement dans la mesure où il est conforme à la séparation des tâches qui a été perpétuée dans leur société. Dans les travaux "modernes", la division n'est plus aussi nette. Cependant, elle y est en même temps plus forte. En effet, d'un côté ce sont les Africains qui jugent que certains travaux sont accessibles à leurs femmes, et de l'autre, c'est l'idéologie européenne qui a inculqué ses préjugés quant à la distinction entre les emplois destinés à la gente féminine ou masculine. De plus, viennent se greffer des idées de compétition entre les individus (Schuster, 1979: 72).

Cependant, si les femmes semblent enfermées dans ce carcan de dépendance, elles ne le perçoivent pas pour autant comme tel. En effet, en 1973, Kenneth Little rapportait que les femmes pouvaient obtenir leur indépendance en travaillant et ceci, tant par rapport au mariage que par rapport aux hommes, dans quelques relations que ce soit (Little, 1973: 42). Cet état d'esprit est toujours présent une vingtaine d'années plus tard, les femmes ayant par ailleurs ajouté à la notion d'indépendance celle de respectabilité (Deniel, 1985: 25-26).

Conclure sur ce chapitre est fort ambigu dans la mesure où rien n'est strictement défini. Ainsi, s'il est flagrant que les femmes ouest africaines, qu'elles travaillent dans les marchés ou dans le secteur moderne, sont dépendantes d'un système économique qui les

dépassent, il n'en est pas de même pour tout ce qui touche à l'aspect social ou culturel du problème. On ne saurait faire abstraction de ces dernières caractéristiques dans la mesure où elles sont indissociables de la logique économique en Afrique.

Il en résulte que les marchandes sont en grande partie autonomes quant à l'organisation sociale de leur sphère économique, de même que pour tout ce qui a trait à l'économie interne des marchés. Par contre, elles deviennent dépendantes de l'économie de marché du secteur moderne, dès qu'elles ont à faire une transaction avec l'extérieur. Malgré ceci, et dans cette sphère externe, elles possèdent tout de même une certaine autonomie dans la mesure où elles sont un groupe social fort que les dirigeants politiques veulent préserver comme allié. Ainsi, ces derniers ajustent leurs décisions en tenant compte de la position de celles-ci.

Pour ce qui a trait aux femmes travaillant dans le secteur directement géré par l'économie de marché, nous avons remarqué qu'elles étaient non seulement dépendantes économiquement mais aussi culturellement. Ceci, par rapport à un système extérieur instauré dans les sociétés africaines lors de la colonisation. La dépendance économique vient du fait que ce sont de nouveaux mécanismes -ceux d'une économie de marché- qui gèrent la sphère économique. Nous rejoignons ici les théoriciens de la dépendance. Quant à la dépendance culturelle, elle est double car d'une part, les femmes sont enfermées dans des stéréotypes occidentaux implantés et d'autre part, elles subissent le joug des hommes de leur société. En effet ces derniers, n'ayant pas forcément suivi ou accepté les changements opérés dans la société, ils se présentent comme des freins au développement des femmes en tant que personnes autonomes.

Cependant, bien que doublement restreintes dans leurs faits et gestes, les femmes ouest

africaines s'estiment indépendantes dans la mesure où elles ont réussi en partie à s'intégrer dans le monde du travail "reconnu" et que de plus, elles arrivent, financièrement parlant, à subvenir aux besoins de la famille.

Faut-il en conclure que la société ouest africaine enferme les femmes dans une position de femme dépendante, ou doit-on constater que de plus en plus de femmes se positionnent comme personnes autonomes?

Maintenant que nous avons saisi les grandes lignes du statut des femmes ouest africaines, penchons nous sur le coeur de notre sujet, à savoir les marchés ouest africains. Ainsi, nous verrons si le sentiment d'autonomie que ressentent les femmes est assez fort pour qu'il les oriente vers le développement d'une société conviviale, afin de dépasser le système moderne plutôt que de s'y conformer.

CHAPITRE IV

LE TRAVAIL DES FEMMES DANS L'ÉCONOMIE TRADITIONNELLE: LE CAS DES MARCHÉS AFRICAINS

Ce chapitre qui devrait amener à la résolution de notre interrogation sociologique de départ, à savoir si oui ou non les marchandes ouest africaines œuvrent dans un système convivial, aurait nécessité une étude sur le terrain. En effet, c'est le seul moyen qui pouvait réellement permettre de vérifier, voire de mesurer les facteurs de convivialité qui ont été définis. Cependant, n'étant pas en mesure de faire une telle étude, nous nous sommes tournés vers les organismes canadiens susceptibles d'offrir une documentation pertinente. Le plus adéquat en la matière, est le Centre Sahel de l'Université Laval à Québec. Les conclusions qui suivent sont donc en majeure partie, le produit de l'analyse de brochures, thèses et autres documents publiés par ce centre.

Ainsi, nous sommes conscients que les conclusions suivantes sont biaisées dans la mesure où elles résultent d'analyses effectuées précédemment par d'autres chercheurs. Cependant, en utilisant divers auteurs comme source d'information, nous pensons par ce moyen avoir gardé une certaine objectivité.

Afin de mener à bien la dernière partie de cette étude, une synthèse -où seront insérés quelques développements- des chapitres antérieurs sera effectuée. Ensuite suivra l'explication de notre position sur la situation des femmes africaines dans les politiques de développement,

ou tout simplement l'image qu'elles projettent, souvent malgré elles, sur la scène internationale. Enfin, il s'agira de comprendre comment, à la lumière de ce qui aura été vu, les femmes pourraient contribuer au développement d'une société conviviale. En bref, il s'agit plus précisément de confirmer ou d'infirmer l'existence d'un embryon de société conviviale et de voir ensuite, dans le cas de la première hypothèse, s'il existe un potentiel de développement pour cette dernière.

A. SYNTHÈSE DES CHAPITRES ANTÉRIEURS

Même si les développements sur la période considérée ont été analysés, il s'agit désormais de mettre un accent sur les situations présentes puisque c'est par celles-ci qu'est étudiée la convivialité.

Très schématiquement, il a été rapporté que c'est durant les années soixante-dix que le secteur traditionnel commence à intéresser les théoriciens du développement (Hugon, 1989: 4). Quelle que soit l'approche préconisée, il était à cette époque, uniquement question de se fonder sur le secteur traditionnel comme vecteur du développement "moderne". De ce fait, ce dernier devait se désagréger le plus rapidement possible afin que le secteur moderne puisse prendre une place prépondérante. Cependant, tous les plans d'actions axés dans ce sens ayant échoué, des politiques alternatives se sont alors développées. Ceci a permis de souligner l'importance capitale du secteur traditionnel, non seulement dans l'impasse actuelle du développement, mais plus encore, dans la décrépitude des pays du Tiers Monde, du Sud, de

la périphérie.... quel que soit le nom qu'on leur attribue.

Les réflexions autour de la dichotomie tradition et modernité amènent à la conclusion d'une éventuelle convivialité qui serait la synthèse des deux.

Afin de dégager les facteurs de cette potentielle convivialité, de même que pour cerner les différences entre les continents, et plus particulièrement entre l'Europe qui a essayé d'imprimer son mode de développement et l'Afrique, l'étude comparative a fourni les éléments suivants: oui les deux continents ont bien un "secteur traditionnel/économie souterraine" opérationnel. Toutefois, celui-ci prend des formes différentes dans les genres d'emplois, les motivations et l'ampleur du phénomène... Il ressort tout de même des indices généraux de convivialité. Ainsi, l'autonomie, la maîtrise de l'activité, la satisfaction sont des caractéristiques communes.

Avant de voir si ces facteurs se retrouvent chez les acteurs sociaux qui nous préoccupent, la situation de ces derniers a tout d'abord été analysée. Il en résulte que même si les femmes ont connu une évolution difficile quant à leur statut, il semble que leur situation soit graduellement plus valorisante. Le fait qu'elles prédominent sur les marchés en est sans doute l'image. De plus, si leurs activités sont peu prisées, c'est surtout aux yeux des occidentaux et des africains "assimilés". Leurs contemporains ont eux une attitude plus positive à leur égard car ils ont conscience de leur contribution au développement du Tiers Monde.

Il convient ici de s'attarder plus longuement sur ce qu'est justement leur place dans la société. Tel que rapporté précédemment, c'est au commerce que se consacrent les femmes. Rita Cordonnier parle même de la "revente" qui a largement été générée par la colonisation

qui fit entrer dans les pays les produits d'importations qu'il fallait écouler (Cordonnier, 1982: 100). Elle a d'ailleurs répertorié différentes catégories de revendeuses qui vont de la "*simple marchande ambulante à la demi grossiste et à la grossiste*" (Cordonnier, 1982: 9). Ce sont également les étapes que suivent parfois les femmes pour monter dans l'échelle sociale, car au bout du compte, elles parviennent à une situation d'acteurs sociaux autonomes. C'est ici que s'offre à elles la possibilité de participer activement au développement de leur société.

Mais puisque le commerce s'avère d'une importance capitale pour les femmes, il est opportun de regarder quelles sont les diverses formes de commerces.

En Afrique de l'Ouest, il y a généralement trois grands types ou moyens de faire du commerce. On a ainsi un commerce de "*longue distance*" plutôt transsaharien et surtout réservé aux hommes; un commerce "*inter-régional*" qui lui est laissé aux femmes, qui n'en retirent cependant que l'expérience et un certain prestige lorsqu'elles connaissent le succès, car c'est à leurs maris que revient le produit de la vente; enfin, on retrouve un commerce "*local*" où la femme y est cette fois-ci l'actrice principale (Cordonnier, 1982: 22-25). Ce dernier est prépondérant puisqu'il est réellement le seul à laisser aux femmes la possibilité de devenir indépendantes, donc de définir leurs propres lignes de développement. De plus, les commerces locaux sont ceux où les femmes sont le plus susceptibles de réussir car en connaissant bien leur milieu, elles sont à même de trouver des activités qui répondront aux besoins des consommateurs, tout en les enrichissant. Cependant, ce n'est pas uniquement cet élément qui les attire. En effet, le critère d'émancipation est aussi recherché. Les femmes, lorsqu'elles sont interrogées sur la question, expliquent qu'elles se sont lancées dans le commerce soit du fait de l'insuffisance des revenus de leur ménage, soit parce qu'elles ont

ainsi la possibilité d'obtenir plus de liberté (Cordonnier, 1982: 89). Ceci s'inscrit notamment dans ce que Rita Cordonnier (1982) a appelé la "*dichotomisation des relations économiques et sociales autour du travail féminin et du travail masculin*". Ainsi, les femmes travaillent avec leurs filles, créent des associations féminines.... Un certain type de travail s'ancre alors dans une nouvelle coutume qui fera en sorte que l'activité se transmette de génération en génération.

Il est maintenant intéressant de présenter un tableau du fonctionnement général d'un marché. Celui que nous avons choisi est un marché de revente de tissus et est encore une fois extrait de l'enquête de Rita Cordonnier (1982). On note de prime abord une hiérarchie en fonction des positions quant aux postes d'approvisionnement. Il y a ainsi une distinction entre celles qui se procurent leurs produits dans des maisons d'import-export et celles qui se fournissent auprès des maisons de commerce ou des grossistes. De plus, on acquiert une place plus prestigieuse sur le marché lorsqu'on dispose d'une aide qui n'est pas un membre de la famille.

Pour ce qui a trait à la revente, c'est l'expérience commerciale, le capital de départ et les exigences institutionnelles -généralement le paiement d'une patente et l'enregistrement auprès d'un fournisseur- qui sont les véritables contraintes de base (Cordonnier, 1982: 161-168). Bien qu'il s'agisse d'un schéma pour la revente de tissus, cela n'empêche pas qu'il puisse s'adapter au commerce vivrier, plus traditionnel, dont il a été dit qu'il était largement couvert par les femmes. On en a d'ailleurs un exemple avec le film Asante Market Women (Granada Production, 1982) où sont très bien décrits les rapports hiérarchiques existants au sein des marchés, de même que les liens mères-filles qui ont été soulevés auparavant.

Enfin, pour ce qui est du Sahel en particulier, les activités commerciales et artisanales les plus répandues pour les femmes sont celles de vannerie, de poterie, de tissage et de l'agro-alimentaire. Pour cette dernière, c'est surtout la fabrication de beurre de Karité, de soubala (un assaisonnement) et d'alcool de céréales qui font recette (Kingtounda, Piron et Maïga, 1990: 5).

Il est peut-être opportun d'insister là sur le caractère traditionnel de cette activité. De tous temps, que ce soit dans les villages ou dans des agglomérations plus importantes, ce sont toujours les femmes qui ont eu la charge de la vente des produits agricoles. C'est un domaine du commerce où le troc est encore très présent. Les femmes assument la gestion complète du marché et fixent les barèmes de prix sans souffrir d'aucune influence extérieure. C'est pourquoi on retrouve tout un aspect culturel et traditionnel très visible lors des fêtes locales et où transpire le rythme de vie de ces femmes et de leurs coutumes. Cette activité héritée du passé est donc beaucoup plus qu'un simple moyen de subsistance.

Maintenant que nous possédons une certaine idée de ce qu'est et de ce que fait la marchande ouest africaine, il s'agit de voir où elle se situe dans le concept de développement. En effet, la pratique de la convivialité qui a été proposée suppose que des changements sont en train de se produire.

B. LA SITUATION DES FEMMES DANS LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

Le cadre théorique a déjà montré combien la situation générale du secteur traditionnel pouvait être sombre, ceci avant même que l'on effectue une distinction entre les genres. C'est

pourquoi, et comme on a brossé le portrait de l'économie traditionnelle dans l'idée de développement, il est important d'y préciser la place des femmes.

Avec l'ouvrage d'Ester Boserup paru en 1970, on présentait un début de révision des politiques de développement après s'être rendu compte de l'importance des femmes. En 1973, l'Agence américaine de développement international (USAID), sous la pression du congrès des États-unis, élabora un programme d'intégration des femmes au développement (IFD). A l'intérieur de celui-ci, il s'agit surtout de mettre sur pied des projets en vue d'augmenter les activités féminines susceptibles de générer des revenus (Champagne, 1989: 6). En fait, on cherche à faire rattraper aux femmes leur "retard" dans leur participation à la croissance économique de leur pays afin qu'elles puissent y contribuer pleinement. La pensée de W.W Rostow n'est pas loin....

Un des moyens préconisés à travers l'IFD est la transformation des tâches domestiques en activités marchandes. Bien sûr, le commerce était déjà une activité traditionnelle pour les femmes. Cependant, la forme de commerce proposée par l'IFD venant de l'extérieur, elle n'était pas forcément adaptée au contexte social et économique des pays (Champagne, 1989: 8). De ce fait, les femmes ont du prendre, à l'intérieur de ce qui leur était "offert", ce qu'elles pouvaient réellement faire fructifier, à savoir le commerce oui, mais dans un contexte informel.

Ainsi, une division misogyne du travail dans le commerce s'est opérée. Au cours d'une enquête, Suzanne Champagne a effectué le constat suivant: *"Alors que les marchés [formels] sont la propriété exclusive des hommes, les femmes se retrouvent dans les circuits*

aits informels. A cet effet, une coopérante a signalé que les femmes de Ouagadougou sont absentes des circuits de commercialisation structurés. Elles se limitent à une petite production rémunératrice" (Champagne, 1989: 326-327).

Par la suite, l'IFD en partie à cause de personnes comme Barbara Rogers ou Ester Boserup, évolue vers deux approches plus ou moins antagonistes. On a en effet d'une part, la thèse "Femmes et développement" et d'autre part, celle qualifiée de "Genre et développement". La première s'emploie avant toute chose à dénoncer le fait que le rôle primordial des femmes dans le développement a souvent été escamoté. En fait, c'est elle qui s'inscrit le plus dans la continuité de l'IFD car comme elle, ses actions s'orientent vers l'augmentation de la productivité des femmes, toujours dans le but de faire croître leurs revenus, donc leur participation au développement (Champagne, 1989: 297). Le concept Femmes et développement est donc axé sur ce qui est purement économique. On pense qu'en devenant économiquement forts, les apports des femmes seront inexorablement inscrits dans le développement. Ceci est justifiable dans la mesure où nous avons vu, dans le chapitre précédent, que les marchandes une fois devenues maîtresses de leur domaine, étaient considérées comme des éléments significatifs de leur société. Cependant, reste à savoir si c'est à cause de leur poids économique plutôt que de leur rôle social. Si l'on regarde les bénéfices monétaires qui sont réalisés, il est difficile de ne pas opter pour la seconde hypothèse.

Pour sa part, l'approche Genre et développement, a été proposée dans les années quatre-vingt, comme une alternative aux deux premières conceptions. Cette dernière met

l'accent sur la position réelle des femmes dans la société en analysant tous les aspects de leur vie. De plus, elle s'attache à faire prendre en compte "*le rapport inégal entre les hommes et les femmes dans leur participation à la vie quotidienne et économique*" (Champagne, 1989: 11). En bref, on dénonce une division sexuelle du travail injuste pour les femmes. On retrouve parmi ses adeptes et défenseurs, Amy Burce (1981), Lourdes Beneria et Gita Sen (1981), Maya Buvenic (1983) ou encore, Gita Sen et Caren Grown (1985).

C'est en ce qui nous concerne l'approche Genre et développement que nous adhérons plus volontiers. En effet, cette façon d'aborder la question a notamment permis de cerner la place réelle des femmes dans la société sahélienne. Ainsi, on a pu voir que ce sont elles qui sont chargées des activités essentielles à la survie de la collectivité. De même, tel que mentionné précédemment, il existe une division nette entre les tâches. Ainsi, et ce d'après diverses études effectuées par des coopérantes au Sahel, les hommes fournissent généralement tout ce qui touche aux denrées alimentaires de base -que sont le mil ou le riz, et que produisent par ailleurs aussi les femmes- et le logement. Les femmes, quant à elles, apportent les compléments, tout aussi nécessaires: les protéines animales, les légumes et les condiments. De plus, c'est parfois à elles qu'incombent les dépenses relatives à l'habillement, les soins de santé ou encore l'achat du matériel scolaire pour les enfants (Champagne, 1989: 325-326).

Il est ainsi bien important de regarder plus en détail la situation sociale de la femme. En effet, certaines auteures dépeignent la situation de la femme sahélienne comme plutôt avantageuse car elle n'a pas à contribuer aux règlements des impôts, ni à l'approvisionnement du grenier familial, ou encore, aux dépenses relatives aux manifestations sociales (Ndongo

et Ouedraogo, 1991: 5). Mais reconnaître ceci serait omettre ce que nous venons de voir sur l'attente que l'on a des femmes en termes économiques.

L'approche Genre et développement semble alors être plus pertinente que celles de l'IFD ou de Femmes et développement. En effet, la première proposait seulement d'intégrer les femmes au développement alors que la seconde privilégie le développement en général sans s'attarder sur le sort spécifique des femmes, en prenant pour acquis que de toutes les manières, elles s'intégreront automatiquement à partir du moment où elles auront un poids économique (Ndongo et Ouedraogo, 1991: 1). Comme nous suggérons que c'est par le biais des femmes que la convivialité possède son plus gros potentiel de développement, il est logique que nous adhérons à l'approche Genre et développement qui permet d'étudier les femmes dans des situations qui s'appliquent plus particulièrement à elles et qui cependant n'exclut pas tout ce qui n'est pas économique.

Enfin, en analysant la situation spécifique des femmes, on est amené à voir que c'est justement cette dernière qui les pose comme acteurs primordiaux de développement. En effet, étant dans l'obligation de trouver des solutions pour améliorer leurs conditions d'existence, elles deviennent de véritables artisanes du processus d'évolution. Le Bureau International du Travail (BIT) a d'ailleurs reconnu en elles -les femmes du secteur traditionnel ou souterrain-, *"des entrepreneurs dans le vrai sens du terme, qui prennent des décisions et des risques pour leur propre compte"* (Ndongo et Ouedraogo, 1991: 7). Voyons si ce comportement peut être porteur de convivialité.

C. LA CONVIVIALITÉ AU TRAVERS DES EMPLOIS FÉMININS MARCHANDS ET TRADITIONNELS

Nous partons ici avec l'hypothèse que c'est grâce ou à cause de leur exclusion des circuits réguliers que les femmes se galvanisent et tirent la force qui engendre chez elles la créativité. Le questionnement est donc de savoir si cette dernière est porteuse de convivialité?

Il s'agit au préalable de chercher des facteurs de convivialité au travers des considérations économiques et sociales dont il a été question.

1. *les indices*

Ainsi, la genèse ou plutôt l'accentuation de l'usage des économies traditionnelles voire informelles n'était au départ qu'une nécessité. Pourtant, les traits qui les caractérisent portent en eux des éléments de convivialité. Par exemple, l'apprentissage de courte durée et qui de surcroît fait souvent appel aux membres d'une même famille, est un facteur qui suppose la possibilité d'obtenir à terme un emploi. De même, travailler dans un endroit familier donc, plus facilement maîtrisable, peut rendre une tâche plus conviviale. Enfin, lorsque les producteurs et les consommateurs ont un mode de vie similaire, leurs rapports sont plus harmonieux. Ainsi, que des produits, denrées ou services soient offerts en réponse à une demande réelle des consommateurs et non à un besoin de produire des vendeurs, est certainement un point de départ de convivialité dans la mesure où, au bout du compte, tous les opérateurs économiques y trouvent leur compte.

Puisqu'il nous importe d'effectuer une distinction entre les genres, il faut voir ici que les marchandes sont plus à même de développer ces axes de convivialité. En effet, comme elles opèrent en milieu plus ou moins clos -les marchés- elles ont peu à faire avec le secteur moderne. De ce fait, elles sont moins contraintes par ses exigences. En effet, si les femmes travaillaient uniquement pour le compte du secteur "moderne", il est fort probable que leur façon de travailler serait plus basée en fonction d'une nécessité que d'une amélioration de leurs conditions de vie pouvant éventuellement déboucher sur un mode de vie plus convivial.

De plus, les marchés, bien que suggérés fortement -pour ne pas dire imposés aux femmes- se posent comme un point de départ idéal pour une ébauche de société conviviale. En effet, il a été rapporté que les femmes pouvaient y exercer un métier tout en vacant à leurs tâches de mères et d'épouses. De plus, en forgeant peu à peu leur propre sphère d'activité, elles ont pu y recréer des cercles sociaux. Ces derniers sont des facteurs de convivialité dans la mesure où ils rallient les femmes entre elles, les faisant devenir partenaires plutôt que compétitrices. De ce fait, elles sont plus à même d'évoluer vers des solutions qui leurs seront utiles et favorables à toutes, voire conviviales.

Enfin, et même si cela s'est fait à leur insu, en se regroupant ou en étant concentrées dans les marchés, les femmes sont devenues des groupes visibles avec lesquels il faut désormais composer. Même s'il est souligné que c'est un peu malgré elles que ceci s'est produit, cela laisse tout de même présager que l'on pourrait se servir de cet outil -la reconnaissance de leur position de marchandes- comme d'un vecteur de convivialité. Il existerait donc bien un certain potentiel d'extension du concept. Nous parlons bien de

potentiel et non de certitude car nous restons conscients des contraintes -notamment économiques- qui pèsent sur les femmes.

Puisque les activités de revente ont été décrites plus en détails, il est possible d'y déceler d'autres facteurs de convivialité. Bien qu'il existe une liste de conditions d'accès au métier de revendeuse, la réalité est beaucoup moins rigide et l'on trouve toujours des moyens quelconques pour faire du commerce si on le souhaite vraiment. Par exemple, on s'associera avec une parente pour obtenir une place sur le marché, on empruntera pour démarrer son propre commerce... (Deniel, 1985: 68). Ici, le travail revêt beaucoup plus une fonction sociale qu'économique.

Enfin, le fait de travailler dans la vente apporte parfois aux femmes un atout de taille. En effet, elles peuvent rapidement s'orienter vers la commercialisation d'autres produits lorsque ceux qu'elles distribuent ne font plus recette (Kenneth, 1973: 48). Cette forme de mutation peut se concevoir comme une ébauche de convivialité.

Il s'agit maintenant de voir comment les femmes pourraient faire fructifier cet état embryonnaire de convivialité.

2. Des voies de développement pour la convivialité?

Lorsque l'on pense au concept de développement, celui-ci s'associe fréquemment à une idée de formation. Dans l'optique Genre et développement, celle-ci se fait par le biais de

politiques de développement. Ces politiques sont pour la plus part conçues en Occident. C'est ici que se pose un problème de taille. En effet, il semble toujours régner une certaine "*obsession technologique*" qui fait que le progrès social peut uniquement être engendré par des améliorations technologiques. On souligne ici l'importance de la notion de modernité dans celle de développement. Ceci a entraîné une méconnaissance et une ignorance des savoirs locaux. Les femmes en pâtissent, d'autant plus qu'elles n'ont pas accès à la technologie mise principalement au profit des hommes (**Ringtounda, Piron et Maïga, 1990: 15-16**). Cependant, ce dernier constat n'est pas celui qui nous importe réellement dans la mesure où ce n'est pas nécessairement sur la base d'un développement technologique que se fonde la convivialité.

Ce qui importe et ce qui doit réellement être mis en avant, c'est le savoir réel des femmes. Ceci, bien avant que l'on cherche à lui associer quoi que ce soit. Florence Piron et Félicité Ringtounda avancent que les femmes possèdent au départ un savoir et que celui-ci est lié et généré par leur milieu de vie. Ainsi, le savoir se rattacherait à la notion de connaissance qui elle même se forge à cause ou par le milieu ambiant de l'individu. Il est alors d'un intérêt majeur d'analyser en profondeur le contexte social pour juger du savoir (**Piron, et Ringtounda, 1991: 12**). Si le savoir obtenu est différent de celui établi par les normes du Nord, il n'en est cependant pas moins valable. Il est même supérieur car il est adapté au milieu. C'est donc vers ce dernier que doit se tourner toute ébauche de développement. Les deux auteures citées précédemment renchérissent en affirmant que le savoir entraîne la compétence qui elle même est associée au milieu. Il en résulte que les femmes, dans la mesure où on leur laisse la chance d'évoluer selon leur bon vouloir, sont très

compétentes puisqu'elles maîtrisent leur milieu. Ainsi, les femmes sahéliennes "*en tant qu'actrices sociales engagées dans des pratiques*" détiennent la compétence qui leur permet d'agir adéquatement dans leur monde quotidien (Piron et Ringtounda, 1991: 55). Elles ont de surcroît un savoir spécialisé adapté à leur contexte de vie.

Cependant, pour accepter ceci, il faut comprendre comment et pourquoi le savoir scientifique, malgré de telles évidences, continue de primer. En fait, c'est que le savoir au sens strict du terme renvoie normalement non pas à la compétence mais "*au savoir scolaire, livresque ou scientifique*" (Piron et Ringtounda, 1991: 63). Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les femmes ont eu peu d'accès à ce dernier.

Ainsi, une fois que l'on se dégage de l'idée "savoir = savoir scientifique" on peut alors prendre comme point de départ le fait que le savoir des femmes africaines est en mesure de se positionner comme base d'un nouveau développement ou plutôt d'un développement adéquat, car il est la suite logique de l'état actuel des choses. Ici, rien n'est forcé contre nature.

En conclusion, ce n'est pas parce que les femmes n'ont pas de savoir scientifique qu'elles n'ont pas de compétences. Elles possèdent leur savoir propre qui est rattaché à leur culture. Ceci, de la même façon que le savoir scientifique est lié aux occidentaux et à leur milieu culturel. Reste à savoir ce à quoi peut mener le savoir des femmes. Pour notre part, nous pensons avoir démontré qu'il pouvait conduire à favoriser la convivialité et que celle-ci est porteuse de développement. Il est alors probable que si les femmes ne sont pas trop contraintes par leur société en général -ce qui inclut tous les adeptes du savoir scientifique- elles pourront développer plus avant ce potentiel. Les femmes semblent en tous cas posséder

l'énergie nécessaire. Il a en effet été constaté que les femmes, et ce dès qu'elles possèdent un quelconque moment de loisir, l'utilisent pour le réinvestir dans une activité rémunératrice (Havet, 1987: 4). Bien entendu, l'aspect pécunier n'implique pas automatiquement le développement. Cependant, c'est lui qui donnera au départ une plus grande marge de manoeuvre aux femmes.

Il est à nouveau mal aisé de conclure de manière définitive sur le sujet. En effet, et tel que mentionné auparavant, très peu ou pas de documentation existe sur les aspirations des marchandes ce qui fait qu'il serait maladroit de les définir à leur place et d'affirmer ainsi qu'elles n'agissent que dans l'espoir de bâtir une société conviviale. Par contre, il semble être possible de dire qu'il existe un potentiel pour un tel accomplissement.

Jacques Giri dans un ouvrage intitulé Le Sahel au XXI siècle, élabore son discours autour de l'idée que les femmes sont en train de prendre "*un rôle qu'elles n'avaient pas ou qu'elles n'avaient plus*" (Giri, 1989: 111). Il se réfère ici au fait que bien que différents et différenciés, les modèles de vie masculins et féminins étaient par le passé, équivalents. Plus encore, il suggère que la position de la femme urbaine ne va cesser de croître du fait qu'elle devient économiquement indépendante et que de plus, elle n'intervient plus uniquement dans des réseaux familiaux fermés. Ainsi, "*leur rôle de gardiennes des valeurs ou de ce qui en reste, demeure et prend une dimension nouvelle dans des sociétés ou l'inquiétude de l'avenir est croissante, elles sont une sorte de point d'ancrage*" (Giri, 1989: 111). N'est-il pas possible d'y déceler des signes avant coureurs qu'une société plus conviviale est en train de se créer grâce aux efforts déployés par les femmes en milieu urbain et ce, de façon consciente ou poussées par la pression économique?

CONCLUSION

Avant de conclure, on peut s'interroger sur la nécessité d'un développement centré sur la convivialité. Pour Cornelius Castoriadis, on savait déjà et ce, dès Aristote et Hegel, que la croissance aurait un jour ses limites. Cependant, *"comme c'est souvent le cas, la réalité suit la pensée avec un retard considérable"* (Castoriadis in Mendes, 1977: 227). Ainsi, c'est maintenant que nous touchons à nos limites et la crise actuelle, qui fait que bon nombre de pays s'appauvrissent au lieu de se développer, en est une preuve.

Dans la même veine de pensée, Gabriel Gosselin rapporte qu'au siècle des lumières, Pascal soulignait que le développement ne se faisait pas en ligne droite et que de surcroît, *"tout ce qui se perfectionne par le progrès périt par le progrès"* (Gosselin in AISLF, 1977: 300). Il convient toutefois de tempérer cette affirmation en mentionnant tel que l'a fait Cornélius Castoriadis, qu'après, avant ou pendant une certaine période chaotique où rien ne sera totalement défini, les êtres humains s'arrangeront pour créer quelque chose de nouveau. Cette "chose" leur permettant alors de redonner un sens à leur vie (Castoriadis in Mendes, 1977: 228).

Ceci n'implique cependant pas que l'on doive faire table rase du présent pour recommencer sur de nouvelles bases. C'est ici que la société conviviale se présente comme une solution possible. Il a été vu avec Ivan Illich que la convivialité ne suggérait pas non plus

que soit supprimé tout apport du développement moderne. Cornelius Castoriadis complète le tableau en donnant l'exemple des mathématiques dont on ne peut maintenant ni faire semblant qu'elles n'ont jamais existé, ni se passer. Ce qu'il faut réussir à faire, c'est modifier l'impact du progrès scientifique sur nos vies. En bref, il faut que les individus se réapproprient leur raison plutôt que de continuer à se faire manipuler par le système de rationalisation scientifique (Castoriadis in Mendes, 1977: 233).

Un des moyens de parvenir à cette reconquête, serait de réintroduire ou plutôt d'associer, le mode de pensée et d'agir en intégrant certaines valeurs du secteur traditionnel à celles du secteur moderne. En fait, tel que le souligne Ingmar Granstedt -qui par ailleurs dit s'inspirer d'Ivan Illich- il n'est réellement pas nouveau que cohabitent deux genres de systèmes. Pour lui, on peut retourner jusqu'à l'âge de bronze ancien pour voir que les êtres humains se sont toujours servi de deux types d'outils. Les premiers peu sophistiqués pouvaient être utilisés individuellement. Il étaient donc complètement sous le contrôle de leurs utilisateurs. Les second, plus puissants et complexes, ne pouvaient fonctionner que par l'entremise de plusieurs personnes qui agissaient de manière concertée, les uns ne pouvant se passer des autres (Granstedt, 1980: 15).

Il en résulte que ces deux modes peuvent aisément se compléter. En effet, l'usage de divers outils permet de pourvoir à tous les besoins de la société. Ce qui est dangereux, c'est lorsqu'ils se mettent à rivaliser au point que le secteur de pointe -moderne- essaye d'absorber totalement le mode traditionnel de travail. En effet, l'équilibre établi est alors détruit et *"la puissance productrice débridée se solde par une complication gigantesque du système productif et par des risques croissants d'ébranlement incontrôlables de peur et de violence"* (Granstedt,

1980: 21). On a bien là, la même sonnette d'alarme que celle tirée par Ivan Illich.

La solution serait donc dans un premier temps, que tombe le mythe d'une société industrielle aux limites de la perfection où tous les problèmes sociaux, conflits et inégalités majeurs se résoudraient, faisant ainsi place à plus de bonheur, d'épanouissement. On obtient alors le schéma d'évolution suivant:

1. Une croissance économique qui engendre....
2. un développement économique entraînant...
3. un développement social qui suppose...
4. un épanouissement humain et,...
5. du point 4 on reprend au point 1 et ainsi de suite

On le voit, l'épanouissement humain renvoie à son tour à la croissance industrielle qui le nourrit (Castoriadis in Mendes, 1977: 242-243).

Par contre, un fois ce schéma dûment analysé -à savoir qu'un développement économique uniquement basé sur une croissance industrielle, entraîne des déséquilibres qui sont à la source de crises de développement que nous connaissons- il sera possible de se pencher ailleurs pour trouver d'autres solutions. En fait, il ne s'agit pas uniquement d'un "ailleurs", mais plutôt tel que l'ont suggéré Cornelius Castoriadis, Ivan Illich et bien d'autres, d'effectuer un retour vers nos racines propres, en bref, de se réapproprier notre second outil de production -ou plutôt notre premier- afin de rétablir l'équilibre perdu. C'est ce que les marchandes africaines font en conciliant secteur traditionnel et moderne. Non pas sciemment

et visiblement par nécessité , mais il n'en demeure pas moins que cela démontre qu'il peut y avoir d'autres manières de se développer et surtout que celles-ci n'ont pas forcément besoin de revêtir des caractères industriels ou scientifiques.

Chose est certaine, de nombreux praticiens du développement sont convaincus que si les femmes du Tiers Monde étaient sur le point de montrer la voie d'un développement autre, ce ne serait pas la première fois. En effet, tel que rapporté par Cornelius Castoriadis, c'est la révolution de la condition féminine et sa place dans la société qui a été *"la transformation sociale et historique la plus importante de l'époque contemporaine"* (Castoriadis in Mendes, 1977: 234).

Ce qui apporte un parallèle encore plus flagrant avec ce à quoi pourrait donner lieu le travail des marchandes africaines, ce sont les conditions de cette transformation. En effet, ce changement *"a été effectué de manière collective, anonyme, quotidienne par les femmes elles-mêmes, sans même que celles-ci s'en représentent explicitement les buts"* (Castoriadis in Mendes, 1977: 234). N'est-il pas possible que l'histoire soit en passe de se répéter et que les marchandes "malgré elles", travaillent pour une transformation sociale et économique de leur société, celle-ci pouvant éventuellement aboutir à un système sociétal convivial?

Comme cela a été mentionné tout au long de cette étude, il n'en résulterait rien de réellement nouveau. Ce qui était novateur, c'était que la société industrielle ait tenté d'anéantir toute forme de production à caractère traditionnel. Réintégrer ses formes, n'est que retourner dans l'ordre naturel des choses.

BIBLIOGRAPHIE

Adobe Fondation

1989 Villa El Salvador, documentaire de 50 minutes, New York: produit par Cinéma Guild.

A.I.S.L.F

1977 Le progrès en question, Vol 1, Paris: Edition Anthropos.

Amin, Samir

1969 Le monde des affaires sénégalais, Paris: Éditions de Minuit.

1971 L'Afrique est bloquée, Paris: Éditions de Minuit.

1973 Le développement inégal, Paris: Éditions de Minuit.

1986 La déconnexion, Paris: Éditions de la Découverte.

1989 La faillite du développement en Afrique et dans le tiers-monde, Paris: Harmattan.

Archambault, Edith et Xavier Greffe

1984 Les économie non officielles, Paris: La Découverte.

Arellano, Rolando, Yvon Gasse et Gerard Verna

Juin 1991 Le monde de l'entreprise informelle: économie souterraine ou parallèle, Série Dossiers n°20, Université Laval: Centre Sahel.

Barthe, Marie-Annick

1988 L'économie cachée, Paris: Alternatives sociales.

Beneria, Lourdes et Gita Sen

1989 "Accumulation, reproduction and Women's Rôle in economic Development: Boserup Revisited", Signs 7, pp 279-298.

Blumberg, Rae Lesser

1978 Stratification: Socioeconomic and Sexual Inequality, Dubuque, Iowa: Brown Company Publishers.

Boserup, Ester

1983 La femme face au développement économique, Paris: P.U.F.

Boudon, Raymond, Philippe Besnard et alii

1989 Dictionnaire de la sociologie, Paris: Larousse.

Boudon, Raymond et François Bourricaud

1986 Dictionnaire critique de la sociologie, Paris: P.U.F.

- Burce, Amy**
1981 "Review of the domestication of women by Barbara Rogers", *Signs* 7, pp 499-502.
- Buvenic, Maya et alii**
1983 Women in Poverty in the Third World, Baltimore: John Hopkins.
- Cardoso, F.H et Enzo Faletto**
1978 Dépendance et développement en Amérique latine, Paris: P.U.F.
- Cardoso, F.H**
1984 Les idées à leur place, Paris: A.M Métaillié.
- Chabot, Clément**
Juin 1990 Derrière le discours: Femmes santé et développement, série de conférences n°25, Université Laval: Centre Sahel.
- Centre Sahel**
1989 Connaissance et politiques de développement du secteur informel en Afrique, Compte rendu d'atelier, serie de dossier n°9, Université Laval: Centre Sahel.
- Champagne, Suzanne**
1989 Les femmes et le développement, stratégies, moyens impacts: Des coopérantes témoignent de leur expérience avec les femmes au Sahel, Recueil de textes, Université Laval: Centre Sahel.
Nov 1990 Pratiques associatives féminines à propos d'associations féminines de la ville de Ouagadougou et du milieu péri-urbain, Notes et travaux n°20, Université Laval: Centre Sahel.
- CRE**
1991 L'avenir pour un monde fini: Jalons pour une éthique de développement durable, CRE n°15, 1991.
- Comélieu, Christian et Ignacy Sachs**
1988 Histoire, culture, styles de développement: Brésil et Inde, Paris: Harmattan.
- Cordonnier, Rita**
1982 Femmes africaines et commerce, les revendeuses de tissu de la ville de Lomé (Togo), Paris: Harmattan.
- Couet, J.F et J. Brémond**
1978 Pays sous-développés ou pays en voie de développement? Tome 1, Profil Dossier, Paris: Hatier.

- Couet, J.F et R. Lignièrès**
1978 Pays sous-développés ou en voie de développement? Tome 2, Profil Dossier, Paris: Hatier.
- De Bernis, Gérard**
1988 Théories économique et fonctionnement de l'économie mondiale, Grenoble: Presse Universitaire de Grenoble.
- Deniel, Raymond**
1985 Femmes des villes africaines, Abidjan: Éditions Inadès.
- Diakitè, Tidiane**
1986 L'Afrique malade d'elle-même, Paris: Karthala.
- Dick, Mein Pieter Van**
1986 Sénégal: Le secteur informel de Dakar, Paris: L'Harmattan.
- Féréol, Jacques**
1991 Dictionnaire de sociologie, Paris: Armand Colin.
- Forest, Philippe**
1991 50 mots clefs de la culture générale contemporaine, Paris: Marabout.
- Giri, Jacques**
1989 Le Sahel au XXI siècle, essai de prospective sur les sociétés sahéniennes, Paris: Edition Karthala.
- Gosselin, Gabriel**
1978 L'Afrique désenchantée, Paris: Anthropos.
- Granada Production**
1982 Asante Market Women, documentaire de 52 minutes, New York: produit par Filmmakers Library.
- Granotier, Bernard**
1980 La planète des bidonvilles, Paris: Seuil.
- Granstedt, Ingmar**
1980 L'impasse industrielle, Paris: Edition du Seuil.
- Gresle et alii**
1990 Dictionnaire des sciences humaines, Paris: Nathan.

- Guglet, Josef et William G Flanagan**
1978 Urbanisation and Social Changes in West Africa, Cambridge: Cambridge University Presse.
- Havet, José**
1987 Women in Micro - and Small - Scale Entreprise Developement, CIDA-IIDC (Canada).
- Hugon, Philippe**
Avril 1989 Les politiques d'appui au secteur informel, Série de conférences n°15, Université Laval: Centre Sahel.
- Hugon, Philippe et alii**
1977 La petite production marchande et l'emploi dans le secteur "informel", Paris: S.E.Q.I.
- Illich, Ivan**
1973 La convivialité, Paris: Edition du Seuil.
- Jacquemot, P et M. Raffinot**
1985 Accumulation et développement: 10 études sur les économies du Tiers-Monde, Paris: Harmattan.
- Johnson, Marc**
1989 Le système D, Film vidéo, Québec: Carrefour international.
- Kessler, Evelyne S**
1976 Women: an Antropological View, Holt, New York: Rinehart and Winston.
- Kottak, Conrad Phillip**
1987 Cultural Antropology, New York: Random House.
- Latouche, Serge**
1984 "Le développement en question", Revue Tiers-Monde, n°100, Paris: P.U.F.
1986 Faut-il refuser le développement? Paris: P.U.F.
- Lipovetsky, Gilles**
1983 L'ère du vide, Paris: Gallimard.
- Little, Kenneth**
1965 West African Urbanisation, Cambridge: Cambridge University Presse.
1973 African Women in Towns, Cambridge: Cambridge University Presse.

- Lootvet, Benoît**
1988 L'artisanat et le petit commerce dans l'économie ivoirienne, Paris: ORSTOM.
- Mbemba, Llenda**
Jan. 1989a Le secteur informel: un aperçu des aspects conceptuels et méthodologiques, quelques cas de l'Afrique sahélienne, Série de dossier n° 14, Université Laval: Centre Sahel.
Fév. 1989b De quelques problèmes du petit entrepreneur africain, série de notes et travaux n° 5, Université Laval: Centre Sahel.
Fév. 1989c Une synthèse sur le système informel et l'entrepreneurship en Afrique, Série Notes et Travaux n°4, Université Laval: Centre Sahel.
- Mendes, Candido**
1977 Le mythe du développement, recueil de textes, Paris: Edition du Seuil.
- Meillassoux, Claude**
1975 Femmes, greniers et capitaux, Paris: Maspero.
- Ndongo, Bernadette et Lucie Ouedraogo**
Mai 1991 Femmes et entrepreneurship au Sahel, Série de conférences n°30, Université Laval: Centre Sahel.
- Partant, François**
1982 La fin du développement, Paris: Maspero.
1988 La ligne d'horizon, essai sur l'après développement, Paris: La Découverte.
- Pestieau, Pierre**
1989 L'économie souterraine, Paris: Hachette.
- Piron, Florence et Félicité Ringtounda**
Avr. 1990 Le pouvoir des femmes au Sahel: Analyses et discussions, Série Notes et travaux n°17, Université Laval: Centre Sahel.
Août 1991 Les savoirs des femmes au Sahel: vers une revalorisation des compétences locales, Série Dossiers n°23, Université de Laval: Centre Sahel.
- Ringtounda, Félicité, Florence Piron et Lalla Maïga**
Juin 1990 La formation des femmes au Sahel: quelques repères, Série de conférences n°26, Université Laval: Centre Sahel.
- Sanderson, Stephen K.**
1988 Macrosociology: An Introduction to Human Societies, New York: Harper & Row.

- Schuster, Ilsa M. Glazer**
1979 New Women of Lusaka, Palo Alto, Californie: Mayfield Publishing Company.
- Sen, Gita et Caren Grown**
1985 Development, Crisis and Alternative Visions: Third World Women's Perspective, New-Delhi: Dawn.
- Sheppard, Chris et claude Sauvageot**
1987 With These Hands: How Women Feed Africa, documentaire de 34 minutes, Angleterre: distribué par Carrefour International pour New Internationalist.
- Tauzin, Aline**
Avril 1989 Femmes et travail dans la société Maure (Mauritanie et Mali), Série de conférences n°13, Université Laval: Centre Sahel.
- Touré, Abdou**
1985 Les petits métiers à Abidjan, Paris: Karthala.
- Wallerstein, Immanuel**
1979 The Capitalist World-Economy, Cambridge: University Presse.